



Rapport de gestion

31 décembre 2017

Le présent rapport de gestion fournit des informations que la direction juge pertinentes aux fins de l'appréciation et de la compréhension de la situation financière consolidée et des résultats d'exploitation consolidés d'Element Fleet Management Corp. (la « société » ou « Element ») (auparavant, Services financiers Élément) au 31 décembre 2017 et pour l'exercice clos à cette date, et doit être lu avec les états financiers consolidés audités de la société au 31 décembre 2017 et pour l'exercice clos à cette date. Des renseignements supplémentaires sur la société sont disponibles sur SEDAR à www.sedar.com et le site Web de la société à www.elementfleet.com.

MISE EN GARDE

LE PRÉSENT RAPPORT A ÉTÉ PRÉPARÉ AVEC L'INFORMATION DISPONIBLE AU 14 MARS 2018. CERTAINS ÉNONCÉS CONTENUS DANS CE RAPPORT CONSTITUENT DES « ÉNONCÉS PROSPECTIFS ». DANS CERTAINS CAS, LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS SE RECONNAÎSSENT PAR L'UTILISATION D'EXPRESSIONS COMME « PRÉVOIR », « ESTIMER », « S'ATTENDRE À », « POURRAIT », « DEVRAIT » ET « A L'INTENTION DE », LA FORME NÉGATIVE, LA MARQUE DU CONDITIONNEL OU DU FUTUR ET DES EXPRESSIONS SIMILAIRES, Y COMPRIS, ENTRE AUTRES, LES ÉNONCÉS PORTANT SUR LA CROISSANCE DES ACTIVITÉS, LE DÉVELOPPEMENT DE LA STRATÉGIE, LA CAPACITÉ DE CRÉER DE LA VALEUR POUR LES ACTIONNAIRES, LA TRANSITION DE LA NATURE DES ACTIVITÉS, LA DISPONIBILITÉ DES FONDS DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION ET LA RÉPARTITION DES CAPITAUX PROPRES, L'INTÉGRATION D'ACTIVITÉS ET LA PLATEFORME XCELERATE, LA PROGRESSION DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION ET LE DÉVELOPPEMENT D'INDICATEURS CLÉS DE PERFORMANCE, ET D'AUTRES INDICATEURS DE PERFORMANCE FINANCIÈRE ET DE MESURES D'ELEMENT. CES ÉNONCÉS PROSPECTIFS REFLÈTENT NOS POINTS DE VUE ACTUELS AU SUJET D'ÉVÉNEMENTS FUTURS ET SONT ASSUJETTIS À DES RISQUES INHÉRENTS, À DES INCERTITUDES ET À DE NOMBREUSES HYPOTHÈSES, NOTAMMENT LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE, LE PROGRÈS TECHNOLOGIQUE, LE RECOURS AU FINANCEMENT PAR EMPRUNT, LA DÉPENDANCE ENVERS LES EMPRUNTEURS, L'INCAPACITÉ DE SOUTENIR LES CRÉANCES, LA CONCURRENCE, LES TAUX D'INTÉRÊT, LA RÉGLEMENTATION, LES ASSURANCES, LA DÉFAILLANCE DES SYSTÈMES CLÉS, LE SERVICE DE LA DETTE, LES FUTURS BESOINS EN CAPITAUX ET AUTRES RISQUES OU FACTEURS DÉCRITS DE TEMPS À AUTRE DANS LES RAPPORTS D'ELEMENT.

PAR ESSENCE, LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS COMPORTENT DE NOMBREUSES HYPOTHÈSES, AINSI QUE DES RISQUES ET DES INCERTITUDES, CONNUS ET INCONNUS ET DE NATURE GÉNÉRALE ET PARTICULIÈRE, QUI ACCROISSENT LA POSSIBILITÉ QUE LES PRÉDICTIONS, PRÉVISIONS, PROJECTIONS ET AUTRES FORMES DE DÉCLARATIONS PROSPECTIVES NE SE RÉALISENT PAS. BON NOMBRE DE FACTEURS POURRAIENT ENTRAÎNER UN ÉCART IMPORTANT ENTRE NOS RÉSULTATS, NOTRE PERFORMANCE OU NOS RÉALISATIONS RÉELS ET LES RÉSULTATS, LA PERFORMANCE ET LES RÉALISATIONS FUTURS QUI SONT EXPRIMÉS EXPLICITEMENT OU IMPLICITEMENT DANS LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS, DE SORTE QUE LE LECTEUR DOIT TENIR COMPTE DU FAIT QUE LA LISTE DES FACTEURS ÉNUMÉRÉS AU PARAGRAPHE PRÉCÉDENT N'EST PAS EXHAUSTIVE. SI L'UN OU PLUSIEURS DE CES RISQUES OU DE CES INCERTITUDES SE RÉALISENT OU SI LES HYPOTHÈSES SOUS-JACENTES AUX ÉNONCÉS PROSPECTIFS SE RÉVÈLENT INCORRECTES, LES RÉSULTATS RÉELS PEUVENT DIFFÉRER CONSIDÉRABLEMENT DE CEUX QUI SONT DÉCRITS DANS LE PRÉSENT RAPPORT DE GESTION TELS QU'ILS ONT ÉTÉ PRÉVUS, PLANIFIÉS, ATTENDUS OU PROPOSÉS. PAR CONSÉQUENT, LE LECTEUR NE DOIT PAS SE FIER INDUMENT AUX ÉNONCÉS PROSPECTIFS NI LES INTERPRÉTER OU LES CONSIDÉRER COMME DES GARANTIES DE RÉSULTATS FUTURS. SAUF DANS LA MESURE OÙ LES LOIS CANADIENNES SUR LES VALEURS MOBILIÈRES L'EXIGENT, NOUS N'AVONS PAS L'INTENTION ET DÉCLINONS TOUTE OBLIGATION DE METTRE À JOUR OU DE REFORMULER LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS, ORAUX OU ÉCRITS, PAR SUITE DE NOUVEAUX RENSEIGNEMENTS, D'ÉVÉNEMENTS FUTURS OU D'AUTRES CHANGEMENTS.

Table des matières

Aperçu	3	Situation financière consolidée	26
Historique	3	Détails sur le portefeuille de Gestion	
Faits saillants de l'exploitation de 2017	4	de parcs de véhicules	27
Stratégie et croissance	5	Détails sur le portefeuille de Gestion d'actifs secondaires	30
Nos services	6		
Tendances du secteur et du marché	7	Liquidités et sources de financement	32
Secteur	7	Flux de trésorerie et liquidités	33
Tendances du marché	8	Dette et obligations contractuelles de règlement	34
Concurrence	9		
Secteurs d'exploitation	9	Activités détachées	35
Variations des taux de change	10	Sommaire des informations trimestrielles	37
Modifications apportées à la présentation	10	Divers	38
		Opérations entre parties liées	38
Pour l'exercice	11	Dérivés et couvertures	38
Principales informations financières		Gestion du risque	39
et principaux ratios financiers de l'exercice	11	Perspectives et conjoncture économique	42
Résultats des activités d'exploitation consolidés	12	Offre publique de rachat dans le cours normal des activités	43
Résultats d'exploitation du secteur d'exploitation		Méthodes et estimations comptables	43
Gestion de parcs de véhicules	14	Modifications comptables futures	45
Résultats d'exploitation du secteur d'exploitation		Contrôle interne sur la communication de l'information financière	46
Gestion d'actifs secondaires	16		
Pour le trimestre	18		
Principales informations financières et principaux ratios financiers du trimestre	18	Mesures conformes aux IFRS et mesures non conformes aux IFRS	47
Résultats des activités d'exploitation consolidés	19	Rapprochement des mesures conformes aux IFRS et des mesures non conformes aux IFRS	47
Résultats d'exploitation du secteur d'exploitation		Description des mesures non conformes aux IFRS	49
Gestion de parcs de véhicules	22		
Résultats d'exploitation du secteur d'exploitation			
Gestion d'actifs secondaires	24	Informations récentes sur les actions	54

Aperçu

Element Fleet Management Corp. (« Element » ou la « société ») est une société de gestion de parcs de véhicules de premier ordre, qui offre des solutions de classe mondiale et des services de financement pour les parcs de véhicules commerciaux. Element est la plus grande société ouverte de gestion de parcs de véhicules d'Amérique du Nord qui compte des actifs de plus de 17,5 milliards de dollars. Nous sommes un fournisseur de premier plan de services axés sur la gestion de parcs de véhicules en s'appuyant sur la technologie et l'analytique avancée et nous tirons profit d'une plateforme stable de services de location et de services intégrés à grande échelle. Nous investissons activement dans nos gens, nos processus et notre technologie pour favoriser l'innovation et la croissance à long terme qui mèneront à la transformation du secteur de la gestion de parcs de véhicules.

Nous visons à rendre la gestion de parcs de véhicules et des conducteurs plus sécuritaire, plus intelligente et plus productive pour nos clients. Les parcs de véhicules commerciaux sont des actifs essentiels qui permettent à nos clients de mener leurs activités quotidiennes et qui représentent généralement une partie importante de leurs dépenses d'investissement. Grâce à une gamme de services qui couvre l'ensemble du cycle de vie du parc de véhicules, de l'acquisition au financement en passant par la gestion de programmes et le marketing de relance, nous aidons nos clients à optimiser la productivité et la performance de leurs parcs de véhicules tout en réduisant le coût total de propriété.

Historique

Fondée en 2007 sous la dénomination Services financiers Élément (« Services financiers Élément »), Element est une société de services financiers indépendante qui assure le montage et gère des financements reposant sur l'actif et des programmes de services connexes, et qui co-investit dans ceux-ci.

Element a accédé au marché de la gestion de parcs de véhicules par suite de l'acquisition de TLS Holdings Inc., société de portefeuille de Transportation Lease Systems Inc. (« TLS »), société canadienne de financement par crédit-bail de parcs de véhicules, le 29 juin 2012. TLS a fourni à Element un portefeuille d'actifs productifs de plus de 430 millions de dollars. L'acquisition a accéléré la croissance d'Element dans la gestion de parcs de véhicules grâce à l'élargissement de sa plateforme de montage et à la création de possibilités de ventes croisées pour les clients existants d'Element.

Le 28 juin 2013, nous avons réalisé l'acquisition des actifs du portefeuille canadien de services de gestion de parcs de véhicules de GE Capital (« portefeuille de parcs de véhicules de GE »), une acquisition qui a accru les actifs productifs d'Element de plus de 480 millions de dollars.

Le 7 juillet 2014, nous avons acquis l'entreprise de gestion de parcs de véhicules de PHH Corporation en Amérique du Nord (« PHH Arval »), une acquisition qui a contribué à hauteur de plus de 4,3 milliards de dollars aux actifs productifs. Grâce à cette acquisition, nous sommes devenus un fournisseur de services de gestion de parcs de véhicules de premier rang en Amérique du Nord avec plus de 5,3 milliards de dollars d'actifs productifs liés à la gestion de parcs de véhicules.

Le 31 août 2015, Element a acquis les activités de gestion de parcs de véhicules de GE Capital aux États-Unis et, le 30 septembre 2015, les activités de gestion de parcs de véhicules de GE Capital au Mexique, en Australie et en Nouvelle-Zélande (collectivement, les « activités de gestion de parcs de véhicules de GE »). Par suite de l'acquisition des activités de gestion de parcs de véhicules de GE, les actifs productifs au bilan de la société ont augmenté de 7,8 milliards de dollars.

Le 16 février 2016, le conseil d'administration de Services financiers Élément a approuvé le plan visant à séparer cette dernière en deux sociétés ouvertes distinctes (la « scission ») : ECN Capital Corp. (« ECN Capital »), qui comprend les activités de financement commercial et de financement des fournisseurs, les activités de financement ferroviaire et les activités de financement du secteur aéronautique (les « activités détachées »), et la société, qui comprend les activités de gestion de parcs de véhicules. À la suite de la scission, la société a été renommée Element Fleet Management Corp., et est devenue une importante société ouverte mondiale de gestion de parcs de véhicules.

La scission est entrée en vigueur le 3 octobre 2016, et la société a distribué les actions d'ECN Capital à ses actionnaires.

Le 30 décembre 2016, Element a fait l'acquisition de Collision Experts International (« CEI »), située à Treviso en Pennsylvanie, chef de file en matière de gestion des accidents et de sécurité des conducteurs. CEI, maintenant une filiale en propriété exclusive d'Element, exerce ses activités de façon indépendante sous la dénomination CEI. À l'heure actuelle CEI est la plus importante société en matière de gestion des accidents et de sécurité des conducteurs au monde, en gérant environ 900 000 véhicules, en fournissant des services en matière de sécurité routière à plus de 150 000 conducteurs grâce à l'application DriverCare, et en traitant plus de 150 000 demandes par année.

Le 30 décembre 2016, Element Transportation LLC, filiale d'Element, a conclu une convention de coentreprise avec Celadon Group, Inc., en vertu de laquelle elle fournissait certains portefeuilles de location de camions à 19th Capital Group LLC (« 19th Capital » ou la « coentreprise ») en contrepartie de titres de créance et d'une participation de 49,99 % dans 19th Capital. Les activités de 19th Capital sont axées sur la location de tracteurs et de camions routiers aux États-Unis et la société détient des biens locatifs sous forme de camions sous administration et propriété communes.

Au deuxième trimestre de 2017, Element a structuré ses activités en deux secteurs d'activité : 1) les activités principales de gestion de parcs de véhicules à proprement parler qui sont axées sur l'investissement et la croissance soutenus et 2) les activités secondaires que nous avons l'intention de réduire prudemment au fil du temps, en utilisant la valeur qui sera dégagée pour rembourser le capital aux actionnaires.

Au 31 décembre 2017, Element comptait des actifs de plus de 17,5 milliards de dollars au Canada, aux États-Unis, au Mexique, en Nouvelle-Zélande et en Australie. La société sert également des clients dans plus de 50 pays grâce à l'alliance mondiale Element-Arval, une relation de plus de 20 ans avec Arval, le secteur de gestion de parcs de véhicules du Groupe BNP Paribas.

Faits saillants de l'exploitation de 2017

- Les produits tirés de la gestion de parcs de véhicules ont augmenté, passant de 873,7 millions de dollars à l'exercice précédent à 876,8 millions de dollars. Les produits tirés des services et autres produits se sont établis à 547,7 millions de dollars pour l'exercice, une hausse de 2,3 % en regard de l'exercice 2016.
- Les montages provenant du secteur Gestion de parcs de véhicules ont totalisé 6,2 milliards de dollars à l'exercice 2017, et comprenaient des montages pour de nouveaux clients et des renouvellements pour des clients existants.
- Nous avons continué de réaliser des progrès importants au chapitre de la prestation de services de gestion de parcs de véhicules aux secteurs à croissance rapide de covoiturage et d'autopartage du secteur du transport. Parmi les nouveaux clients provenant de ces marchés, mentionnons Splend, société australienne qui offre des véhicules pour des services de covoiturage et de livraison sur demande, ainsi que Maven, la plateforme d'autopartage de General Motors.

- En mars 2017, nous avons annoncé une augmentation en trois étapes du dividende trimestriel sur action ordinaire qui atteindra 0,075 \$ par action. Au total, en haussant les dividendes et en rachetant des actions, nous avons rendu un capital de 175,4 millions de dollars aux actionnaires ordinaires en 2017.
- Nous avons réalisé des opérations de titrisation de 3,2 milliards de dollars américains sur notre plateforme Chesapeake Funding II, ce qui constitue un record annuel pour un émetteur de titres adossé à des créances au titre de la gestion de parcs de véhicules.
- La société a obtenu une notation d'émetteur initiale de BBB+ assortie d'une perspective stable de Fitch Ratings, et ses notes de crédit de première qualité de Kroll Bond Rating Agency et de DBRS, Inc. ont été rehaussées respectivement à A- et BBB (haut), chacune étant assortie d'une perspective stable.
- Nous avons réduit notre exposition aux actifs secondaires, notamment en vendant la totalité de nos billets garantis par des actifs ferroviaires et environ 60 % du secteur des camions lourds.
- Nous avons prolongé l'échéance de notre facilité de crédit de premier rang d'un an, jusqu'en novembre 2020, et notre situation financière était toujours solide grâce aux liquidités d'environ 4,7 milliards de dollars que nous détenions à la fin de l'exercice.

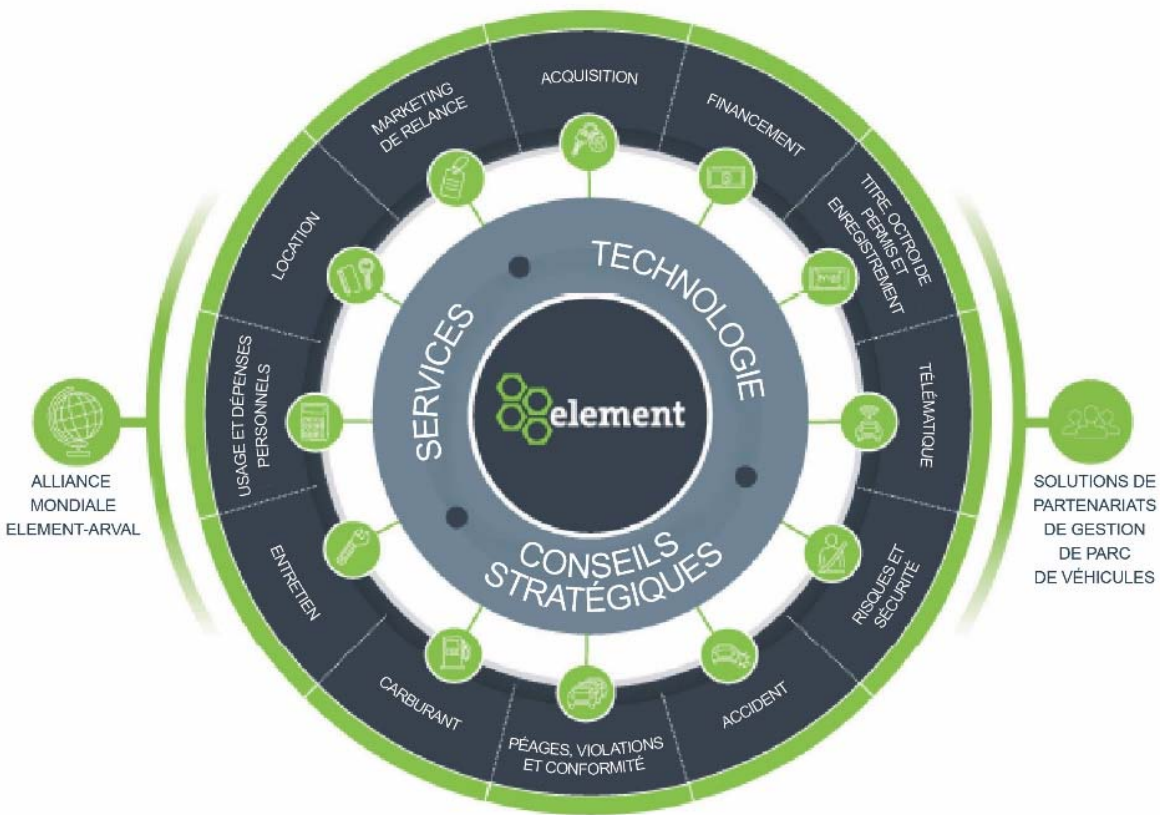
Stratégie et croissance

Notre stratégie vise à offrir des services axés sur la technologie et à tirer profit de notre envergure pour investir dans l'innovation et optimiser la valeur pour nos clients. Nous soutenons nos clients tout au long du cycle de vie de leur parc de véhicules en leur offrant des plateformes de financement, une technologie et un service à la clientèle parmi les meilleurs de leur catégorie. En nous appuyant sur la solidité de notre bilan, nous tentons de réduire le coût de notre capital, ce qui est avantageux pour nos clients. De plus, nous visons à gérer notre capital avec prudence, en trouvant l'équilibre entre l'investissement dans la croissance, interne et externe, et le remboursement du capital aux actionnaires.

Voici les pierres angulaires de notre stratégie de croissance :

1. **Accroître notre part de marché du secteur des parcs de véhicules commerciaux.** Nous sommes convaincus que notre expertise, notre envergure, notre solidité financière et notre plateforme technologique à la fine pointe fournissent à Element des avantages et des facteurs de différenciation concurrentiels solides sur le marché. Nous sommes l'un des plus importants acheteurs et revendeurs de véhicules à l'échelle mondiale et sommes en mesure de mettre notre taille au profit de nos clients en réduisant les coûts de financement et d'exploitation de leur parc de véhicules sur l'ensemble du cycle.
2. **Faire adopter les services par nos clients existants.** Nous croyons qu'il est possible d'accroître les sources de produits tirés des services et des honoraires en augmentant les ventes à notre clientèle existante, notamment en réalisant des ventes croisées et en ajoutant des services à l'intention de nos clients actuels, et en élargissant notre portée géographique en obtenant la gestion de parcs de véhicules de nos clients dans les pays où nous sommes présents, mais où nous ne le faisons pas encore.
3. **Cibler les parcs de véhicules « autogérés ».** Le segment du marché dans lequel les parcs de véhicules sont gérés en interne ou qui sont autogérés constitue une possibilité d'affaires importante. Selon nous, l'adoption rapide de nouvelles technologies et de nouveaux modèles d'affaires dans le secteur du transport appuiera et renforcera la tendance à l'impartition au sein des entreprises qui gèrent actuellement leurs propres parcs de véhicules.
4. **Croissance externe.** D'un point de vue stratégique et sur une base sélective, nous continuerons d'être à l'affût d'acquisitions d'entreprises prometteuses afin de renforcer et d'élargir notre gamme de produits et de services.

Nos services



Element offre une gamme de bout en bout de services en matière de gestion de parcs de véhicules qui englobe le cycle de vie complet du véhicule, de l'acquisition et du financement à la gestion d'un programme de services et au marketing de relance. Ces services comprennent entre autres des cartes d'achat de carburant, la gestion de l'entretien, la gestion des accidents, les titres de propriété et les immatriculations, la télématique et d'autres services. Ces services sont assurés par des consultants stratégiques qui apportent leur expertise en matière de véhicules et d'analytique avancée pour aider les clients à optimiser leur rendement, à réduire leurs coûts et à améliorer la productivité et la sécurité.

Les produits tirés des services et des honoraires représentaient 61,3 % des produits nets des parcs de véhicules en 2017. La technologie est un élément différenciateur important pour Element dans le secteur de la gestion de parcs de véhicules. À ce jour, nous avons investi plus de 70 millions de dollars américains dans la mise à niveau de notre infrastructure technologique, le développement d'un nouveau logiciel de gestion de parcs de véhicules et le perfectionnement des conducteurs. Réunissant au sein d'une même plateforme les services d'Element et ceux de ses partenaires, le nouveau logiciel, Xcelerate, donne une meilleure vue d'ensemble et permet une meilleure gestion des dépenses et du rendement des parcs de véhicules. La nouvelle plateforme offre :

- **une interface utilisateur intuitive et moderne**
- **une conception souple qui lui permet d'être utilisé sur un appareil mobile**
- **un système robuste et hautement disponible**
- **une application mobile native pour les conducteurs**
- **une plateforme d'analytique avancée qui établit la nouvelle norme en gestion de parcs de véhicules**
 - extensibilité afin de gérer la croissance de données « infinie » et le traitement en temps réel
 - simplification de l'intégration de données de tiers
 - analytique en temps réel

Les investissements dans des produits novateurs constituent toujours un facteur de différenciation clé qui, selon nous, fera partie intégrante de notre succès futur. Par conséquent, nous avons prévu des investissements de 45 millions de dollars en 2018 dans l'amélioration des produits et dans l'innovation.

Tendances du secteur et du marché

Secteur

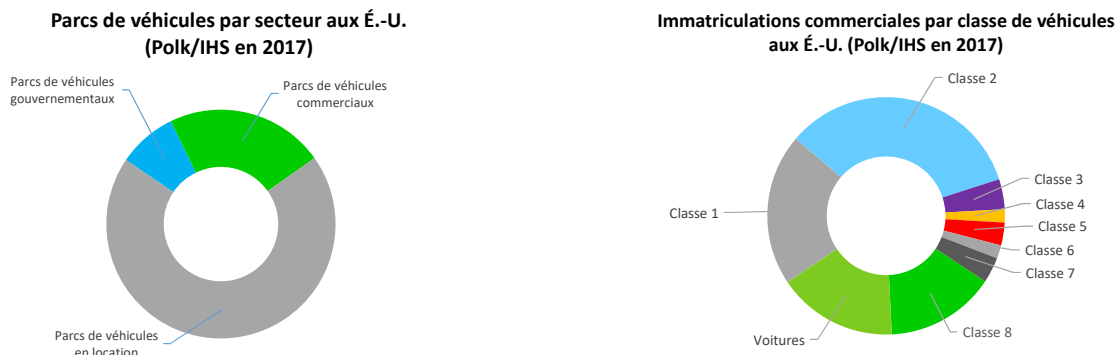
La gestion de parcs de véhicules est un marché stable qui connaît une croissance régulière du fait qu'un plus grand nombre de véhicules sont utilisés à des fins d'affaires et qu'un nombre croissant d'entreprises retiennent les services de sociétés de gestion de parcs de véhicules. Les clients des marchés établis de l'Amérique du Nord et de l'Australie–Nouvelle-Zélande connaissent déjà les avantages relatifs aux services de location-financement et des services connexes.

La taille du marché des parcs de véhicules peut être évaluée de deux façons :

- Le nombre d'inscriptions de nouveaux véhicules à des fins d'affaires pour chaque exercice
- Le nombre total de parcs de véhicules et de véhicules commerciaux en exploitation à des fins d'affaires

Cette dernière correspond à la possibilité qui se présente pour une société de gestion de parcs de véhicules, étant donné qu'elle représente les parcs de véhicules disponibles pour des services de gestion et ne se limite pas qu'aux nouveaux véhicules.

Le marché de la gestion de parcs de véhicules peut être divisé en trois principaux secteurs : parcs de véhicules en location, parcs de véhicules gouvernementaux et parcs de véhicules commerciaux. Actuellement, Element gère des parcs essentiellement dans le secteur commercial. Dans chacun de ces secteurs, les véhicules sont divisés selon le type, soit les voitures, les véhicules utilitaires légers et les camions de poids moyen et lourd. Les graphiques ci-après présentent les secteurs de marché et la classe des véhicules aux États-Unis.



La majorité de notre portefeuille est composé de véhicules utilitaires légers et de voitures, du fait qu'il s'agit du secteur ayant la plus grande part du marché. De plus, nous louons et gérons des actifs de parcs de véhicules, comme des chariots élévateurs, des camions, de l'équipement de manutention et des génératrices.

Tendances du marché

Le progrès technologique modifie la dynamique du marché de la gestion de parcs de véhicules et élargit de manière considérable l'ensemble du marché potentiel pour Element.

L'arrivée de la voiture autonome incitera davantage le secteur à choisir la location plutôt que l'achat de véhicules. Cette situation donne à Element la possibilité d'élargir son rôle alors que de plus en plus de parcs de véhicules seront gérés en fonction d'une économie axée davantage sur les services de gestion. Certains analystes prévoient que, d'ici une décennie, le nombre de personnes qui auront recours aux voitures autonomes au sein des parcs de véhicules axés sur l'autopartage et le covoiturage dépassera celui des propriétaires traditionnels de véhicules aux États-Unis.

Les véhicules connectés sont arrivés sur le marché, et la technologie à cet égard ne cessera de croître. En raison de la progression exponentielle du volume de données disponibles des véhicules, les produits et les plateformes d'Element apporteront une valeur ajoutée aux clients du fait que ces outils intègrent ces données et les transforment en points de référence utiles, en recommandations et en mesures à prendre qui se traduisent par une réduction des coûts d'exploitation des parcs de véhicules des clients. En 2017, Element s'est associée à GM OnStar pour intégrer les données des véhicules dotés du système OnStar directement dans la plateforme Xcelerate.

Le service de mobilité personnelle de GM, Maven, a choisi Element à titre de fournisseur de services d'entretien et de services en cas d'accident pour son parc de véhicules de covoiturage à croissance rapide aux États-Unis. Element aidera Maven à réduire les coûts et les périodes d'indisponibilité des véhicules, pour que ces véhicules soient disponibles aux fins de covoiturage à la demande des membres de Maven.

Element a également réalisé un placement dans le principal fournisseur de véhicules pour les services de covoiturage et de livraison sur demande d'Australie, Splend Holdings PTY Limited (« Splend »), en appui à l'expansion au Royaume-Uni, au Canada et au Mexique.

Concurrence

Element est unique du fait qu'elle est la seule société ouverte de gestion de parcs de véhicules en Amérique du Nord et qui exerce également ses activités à l'échelle mondiale. Element est le chef de file aux États-Unis, au Canada, en Nouvelle-Zélande et au Mexique, et figure parmi les plus importantes sociétés en Australie.

Ses principaux concurrents en Amérique du Nord sont des sociétés privées, nommément ARI Global Fleet Management Services, Wheels Inc., Enterprise, Donlen Corporation et LeasePlan.

Nous cherchons à nous démarquer de nos concurrents grâce à la technologie qui nous aidera à tirer profit des plus importants portefeuilles en Amérique du Nord afin d'offrir une meilleure analyse comparative des données et de créer des services axés sur les données novateurs pour nos clients. Ces données peuvent être utilisées pour proposer des mesures visant à réduire les coûts des activités des clients.

En Australie et en Nouvelle-Zélande, la dénomination d'Element est Custom Fleet, et ses concurrents sont LeasePlan Corporation, SGfleet, ORIX, Fleet Partners et Toyota Fleet Management.

Element compte une alliance de plus de 20 ans avec Arval, détenu par le Groupe BNP Paribas, pour fournir ses services aux clients en Europe, en Amérique latine et ailleurs. Au total, Element et Arval gèrent plus de 3,0 millions de véhicules dans 50 pays.

Secteurs d'exploitation

Au moment de la scission en 2016, certains actifs qui n'étaient pas considérés comme des actifs de véritables parcs de véhicules ou des actifs productifs typiques d'une société de gestion de véritables parcs de véhicules ont continué d'être détenus par Element. Certains ont été conservés pour offrir des services de gestion de parcs de véhicules, tandis que d'autres ont continué d'être détenus par Element pour diverses raisons ou exigences commerciales et de structure juridique. Par ailleurs, certains actifs ont fait l'objet d'une acquisition en temps opportun après la scission. La stratégie connexe à chaque actif dépend de nombreux facteurs, notamment, sans s'y limiter, les occasions de ventes croisées avec les services essentiels de gestion de parcs de véhicules, l'incidence sur les évaluations des conditions actuelles et prévues du marché, le risque global lié à la taille de la société et le passage du temps relativement aux activités liées à la scission et aux autres activités menées après la scission.

Avec prise d'effet au deuxième trimestre de 2017, Element a déterminé que la préparation de rapports de gestion séparés pour les actifs liés aux principaux services de gestion de parcs de véhicules (« Gestion de parcs de véhicules ») et ceux qui ne le sont pas (collectivement, la « Gestion d'actifs secondaires ») fournirait des informations plus pertinentes. En outre, les notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été mises à jour pour tenir compte des deux secteurs d'exploitation décrits aux présentes.

Incidence de la variation des taux de change

Nous sommes exposés aux fluctuations de certaines monnaies étrangères du fait que nous exerçons nos activités en Australie, en Nouvelle-Zélande et au Mexique, et plus particulièrement aux États-Unis. Au 31 décembre 2017, la proportion des créances de financement nettes et de l'équipement loués aux termes de contrats de location simple se répartissait respectivement comme suit dans ces pays : 8,1 %, 3,8 %, 2,9 % et 75,1 %. Bien que les activités d'Element soient couvertes contre les variations de taux de change, ses actifs et les passifs varient du fait qu'ils sont exposés aux fluctuations de ces monnaies étrangères par rapport au dollar canadien, qui est la monnaie de présentation adoptée par la société. Les fluctuations de ces monnaies étrangères ont également une incidence sur les résultats présentés lorsque les résultats d'exploitation des établissements à l'étranger sont convertis en dollars canadiens.

En 2017, les fluctuations moyennes pondérées des taux de change moyens des monnaies étrangères d'exploitation de la société par rapport au dollar canadien ont eu une incidence négative d'environ 1,7 % sur le résultat d'exploitation ajusté par rapport aux taux de change moyens de l'exercice précédent.

Les fluctuations moyennes pondérées des taux de change moyens des monnaies étrangères d'exploitation de la société au cours du quatrième trimestre de 2017 par rapport au dollar canadien ont eu une incidence positive d'environ 0,6 % sur le résultat d'exploitation ajusté par rapport au trimestre précédent et une incidence négative de 4,6 % par rapport au quatrième trimestre de 2016.

Le tableau qui suit présente sommairement les résultats des secteurs d'exploitation Gestion de parcs de véhicules et Gestion d'actifs secondaires de la société, en **devises constantes** :

	Pour les trimestres clos les			Pour les exercices clos les	
	31 décembre 2017	30 septembre 2017	31 décembre 2016	31 décembre 2017	31 décembre 2016
(en milliers de dollars pour les valeurs déclarées)	\$	\$	\$	\$	\$
Produits nets tirés de Gestion de parcs de véhicules	221 312	220 539	187 777	876 833	859 688
Produits nets tirés de Gestion d'actifs secondaires	8 502	17 417	34 609	75 194	123 697
Produits nets consolidés	229 814	237 956	222 386	952 027	983 385
Résultat d'exploitation ajusté de Gestion de parcs de véhicules	95 425	101 131	83 020	397 132	403 954
Résultat d'exploitation ajusté de Gestion d'actifs secondaires	7 251	15 966	32 045	69 470	115 565
Résultat d'exploitation ajusté consolidé	102 676	117 097	115 065	466 602	519 519

Modifications apportées à la présentation

Avant le premier trimestre de 2017, Element présentait les produits tirés des services et autres produits déduction faite des charges d'exploitation internes directement liées à la prestation de certains services de gestion de parcs de véhicules, comme il est mentionné dans les notes de bas de page des états financiers consolidés des exercices antérieurs de la société. Pour améliorer la présentation de ses états financiers, la société a décidé de retirer ces charges des produits et de les inclure dans les salaires et avantages du personnel et dans les charges générales et administratives, selon le cas. Ce reclassement a été appliqué rétrospectivement, et les chiffres des périodes antérieures ont été ajustés en conséquence.

Principales informations financières consolidées et principaux ratios financiers consolidés de l'exercice

Le tableau ci-après présente les principales mesures financières qui illustrent les résultats d'exploitation, ainsi que les montants par action, pour les activités poursuivies et l'apport des activités détachées :

(en milliers de dollars pour les valeurs déclarées, sauf les ratios et les montants par action)	Aux et pour les exercices clos les		
	31 décembre 2017 \$	31 décembre 2016 \$	31 décembre 2015 \$
Produits nets des activités poursuivies	952 027	998 360	588 339
Résultat net des activités poursuivies	154 644	190 264	64 660
Résultat net	154 644	413 339	174 431
Total des actifs ^{2, 3}	17 569 633	18 420 664	25 152 517
Total de la dette ³	13 183 791	13 839 223	18 698 510
Résultat d'exploitation ajusté avant impôt des activités poursuivies	466 602	525 900	284 178
Résultat d'exploitation ajusté après impôt des activités poursuivies	373 539	421 437	243 026
Résultat par action des activités poursuivies			
De base	0,29	0,40	0,11
Dilué	0,29	0,39	0,11
Résultat par action			
De base	0,29	0,98	0,47
Dilué	0,29	0,96	0,46
Dividendes déclarés par action			
Actions ordinaires	0,30000	0,10000	0,02500
Actions privilégiées, série A	1,65000	1,65000	1,65000
Actions privilégiées, série C	1,62500	1,62500	1,62500
Actions privilégiées, série E	1,60000	1,60000	1,60000
Actions privilégiées, série G	1,62500	1,62500	0,95825
Actions privilégiées, série I	0,94226	—	—

1) Pour plus de renseignements, se reporter à la rubrique « Description des mesures non conformes aux IFRS ».

2) Les montants au 31 décembre 2015 ont été ajustés rétrospectivement afin de refléter l'évaluation finale de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge à la date d'acquisition des activités de gestion du parc de véhicules de GE.

3) Le total des actifs et le total de la dette comprennent les actifs et la dette inclus dans les activités détachées au 31 décembre 2015. Compte non tenu des activités détachées, le total des actifs s'est élevé à 19,0 milliards de dollars et le total de la dette, à 14,2 milliards de dollars.

Résultats annuels consolidés des activités poursuivies

Le tableau suivant présente un sommaire des résultats consolidés des activités poursuivies de la société :

	Pour les exercices clos les	
	31 décembre 2017 \$	31 décembre 2016 \$
(en milliers de dollars pour les valeurs déclarées, sauf les montants par action)		
Produits nets		
Produits tirés des services et autres produits, montant net ¹	583 700	575 458
Produits d'intérêts et revenus locatifs nets ³	745 418	771 370
	1 329 118	1 346 828
Charges d'intérêts	377 091	348 468
Produits nets	952 027	998 360
Charges d'exploitation		
Salaires et avantages du personnel	318 870	294 359
Charges générales et administratives	150 579	167 024
Amortissement	15 976	11 077
Charges d'exploitation ajustées⁴	485 425	472 460
Amortissement de l'escompte des débentures convertibles	13 147	12 314
Rémunération fondée sur des actions	19 930	22 485
Total des charges d'exploitation	518 502	507 259
Coûts d'acquisition d'entreprises		
Amortissement des immobilisations incorporelles provenant d'acquisitions	55 823	62 472
Coûts de transaction, d'examen stratégique et d'intégration	82 001	161 997
Coûts de scission	—	76 686
Total des coûts d'acquisition d'entreprises	137 824	301 155
Quote-part de la perte sur placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence et provision ⁶	120 982	—
Résultat avant impôt sur le résultat	174 719	189 946
Charge (recouvrement) d'impôt	20 075	(318)
Résultat net des activités poursuivies pour la période	154 644	190 264
Résultat par action (de base) – activités poursuivies	0,29	0,40
Résultat par action (dilué) – activités poursuivies	0,29	0,39
Résultat d'exploitation ajusté⁴		
Produits nets¹	952 027	998 360
Charges d'exploitation ajustées^{1, 4}	485 425	472 460
Résultat d'exploitation ajusté – activités poursuivies³	466 602	525 900
Charge d'impôt applicable au résultat d'exploitation ajusté – activités poursuivies	93 063	104 463
Résultat d'exploitation ajusté après impôt – activités poursuivies^{4, 5}	373 539	421 437
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (de base)	385 420	386 525
Résultat d'exploitation ajusté avant impôt (de base) – activités poursuivies ⁴	1,10	1,27
Résultat d'exploitation ajusté après impôt (de base) – activités poursuivies ⁴	0,86	1,00

1) Les chiffres des périodes comparatives ont été retraités pour tenir compte du reclassement des charges internes liées à la prestation de services des produits tirés des services et autres produits dans les charges d'exploitation (salaires et avantages du personnel et charges générales et administratives).

2) Les produits tirés des services et autres produits, montant net, sont présentés déduction faite des coûts directs liés aux contrats de service à taux fixe.

3) Les produits d'intérêts et revenus locatifs nets correspondent aux produits d'intérêts, diminués de la provision pour pertes sur créances, et aux revenus locatifs tirés de l'équipement loué aux termes de contrats de location simple, moins les amortissements de l'équipement loué aux termes de contrats de location simple.

4) Pour plus de renseignements, se reporter à la section « Description des mesures non conformes aux IFRS ».

5) Pour le rapprochement du résultat net selon les IFRS et du résultat d'exploitation ajusté après impôt, se reporter à la page 49.

6) Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, la quote-part de la perte découlant des résultats présentés de la coentreprise 19th Capital s'établissait à 121,0 millions de dollars et comprenait les pertes d'exploitation de 41,4 millions de dollars et des pertes de 50,7 millions de dollars sur certains actifs comptabilisés dans les résultats de la coentreprise. De plus, au cours de l'exercice 2017, la société a comptabilisé une provision nette de 29,0 millions de dollars à l'égard des actifs de la coentreprise.

En 2017, les produits nets ont totalisé 952,0 millions de dollars, en comparaison de 998,4 millions de dollars à l'exercice précédent. Les produits nets tirés du secteur d'exploitation Gestion de parcs de véhicules ont augmenté de 3,2 millions de dollars, ou 0,4 %, et de 2,0 % en devises constantes. Les produits tirés du secteur d'exploitation Gestion d'actifs secondaires ont reculé de 49,5 millions de dollars, compte tenu du dessaisissement des actifs secondaires, de modifications à la structure et de la liquidation en cours de certains actifs secondaires.

Les charges d'exploitation ajustées ont été de 485,4 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, par rapport à 472,5 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. Les variations des charges d'exploitation ajustées seront également décrites dans les rubriques qui suivent.

La rémunération fondée sur des actions, incluse dans le total des charges d'exploitation, a reculé pour s'établir à 19,9 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, comparativement à 22,5 millions de dollars pour la période comparative de 2016. La baisse par rapport à 2016 s'explique par l'arrêt de l'amortissement de la charge de rémunération fondée sur des actions liée aux salariés qui sont passés au service d'ECN Capital au moment de la scission et les variations de la juste valeur de la partie non couverte du passif au titre des UAR et des extinctions.

L'amortissement de l'escompte des débentures convertibles, également compris dans le total des charges d'exploitation, représentait la désactualisation de l'escompte des débentures convertibles par suite de la séparation des débentures convertibles en une composante dette et une composante capitaux propres.

Les coûts de transaction, d'examen stratégique et d'intégration se sont établis à 82,0 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, comparativement à 162,0 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. Au cours de l'exercice considéré, nous avons mené à bien les activités postérieures à la migration des TI aux États-Unis et commencé l'intégration de CEI, qui a été acquise le 30 décembre 2016. La direction estime que le total des coûts d'intégration de CEI se situera entre 6,0 millions de dollars et 8,0 millions de dollars et qu'elle continuera d'engager des coûts d'intégration au cours des deux premiers trimestres de 2018. De plus, Element a engagé des charges de 11,9 millions de dollars dans le cadre de l'examen stratégique réalisé principalement au quatrième trimestre de 2017. Comme il a été mentionné précédemment, l'examen stratégique a été achevé au début du premier trimestre de 2018.

Les coûts de scission engagés en 2016 avaient trait à la séparation d'ECN Capital d'Element le 3 octobre 2016.

L'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre des acquisitions d'entreprises s'est établi à 55,8 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, en baisse par rapport à 62,5 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Notre quote-part de la perte sur placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence et la provision en lien avec les placements du secteur Gestion d'actifs secondaires dans la coentreprise 19th Capital Group LLC et dans Splend Holdings PTY Limited (« Splend ») s'est élevée à 121,0 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. La quote-part des pertes avant impôt de 19th Capital s'est fixée à 121,1 millions de dollars pour l'exercice, et la quote-part du résultat de Splend, à 0,1 million de dollars. Notre quote-part des pertes d'exploitation de 19th Capital s'est établie à 41,4 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. De plus notre quote-part des pertes sur certains actifs de la coentreprise a été de 50,7 millions de dollars, et absorbait entièrement la provision de 30,0 millions de dollars établie au deuxième trimestre de 2017. La société a également comptabilisé une nouvelle provision pour dépréciation des actifs de la coentreprise de 29,0 millions de dollars à la fin de 2017. La valeur comptable nette de l'investissement dans la coentreprise s'établissait à 10,0 millions de dollars au 31 décembre 2017.

La provision pour dépréciation a été comptabilisée sur la base de l'estimation d'Element de la valeur boursière actuelle de 19th Capital, réalisée d'après les prévisions de flux de trésorerie de la direction de 19th Capital et le modèle d'évaluation généré en interne avec l'aide de conseillers externes. Bien que cette évaluation reflète des estimations à un moment précis, le modèle de prévision prévoit d'importantes augmentations des produits et du BAIIA. Comme nous l'avons mentionné au deuxième trimestre de 2017, 19th Capital a une nouvelle équipe de direction qui a mis en œuvre un plan visant à améliorer les activités sous-jacentes en augmentant l'utilisation, diminuant les coûts d'entretien, améliorant le recouvrement et haussant le nombre de véhicules des parcs de véhicules de la société. Des signes précurseurs donnent à penser que ce plan commence à donner des résultats positifs.

La provision pour dépréciation ne tient pas compte de la provision pour pertes sur créances, le cas échéant, attribuable à la transition à l'IFRS 9, qui est en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. Selon l'IFRS 9, le modèle des pertes subies existant utilisé pour évaluer la provision pour pertes sur créances sera remplacé par un modèle fondé sur les pertes attendues. Par conséquent, la société prévoit comptabiliser une provision pour pertes sur créances au titre des prêts octroyés à 19th Capital en raison des modifications apportées aux méthodes, qui pourraient être importantes, qui sera comptabilisée à titre d'ajustement aux résultats non distribués d'ouverture au 1^{er} janvier 2018. Toute modification ultérieure apportée à la provision pour pertes sur créances selon ce modèle des pertes attendues sera comptabilisée en résultat net.

Résultats d'exploitation annuels – Gestion de parcs de véhicules

Le tableau suivant présente un sommaire des résultats d'exploitation du secteur d'exploitation Gestion de parcs de véhicules :

	Pour les exercices clos les	
	31 décembre 2017 \$	31 décembre 2016 \$
<i>(en milliers pour les valeurs déclarées, sauf les montants par action)</i>		
Produits nets		
Produits tirés des services et autres produits	547 707	535 388
Produits d'intérêts et revenus locatifs nets	329 126	338 273
Produits nets	876 833	873 661
Charges d'exploitation ajustées		
Salaires et avantages du personnel	315 489	292 640
Charges générales et administratives	148 236	160 510
Amortissement	15 976	11 077
Charges d'exploitation ajustées	479 701	464 227
Résultat d'exploitation ajusté – activités poursuivies	397 132	409 434
Charge d'impôt applicable au résultat d'exploitation ajusté – activités poursuivies	79 426	85 981
Résultat d'exploitation ajusté après impôt – activités poursuivies	317 706	323 453
Moins : Dividendes cumulatifs sur les actions privilégiées	41 301	35 648
Résultat d'exploitation ajusté après impôt des activités poursuivies attribuable aux actionnaires ordinaires	276 405	287 805
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (de base)	385 420	386 525
Résultat d'exploitation ajusté avant impôt (de base) – activités poursuivies	0,92	0,97
Résultat d'exploitation ajusté après impôt (de base) – activités poursuivies	0,72	0,74

Les produits tirés des services et autres produits de Gestion de parcs de véhicules se sont établis à 547,7 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, en hausse 2,3 %, par rapport à 535,4 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. En devises constantes, les produits tirés des services et autres produits ont progressé de 3,9 % en regard de ceux de l'exercice précédent. La progression par rapport à l'exercice précédent tenait compte essentiellement de l'acquisition de CEI le 30 décembre 2016 ainsi que des produits gagnés au Mexique, contrebalancés en partie par la baisse des produits aux États-Unis, au Canada et en Australie et Nouvelle-Zélande. La majorité des produits tirés des services sont, par nature, récurrents, et les services sont facturés aux clients à titre de charges mensuelles fixes, de charge unitaire mensuelle ou sur la base de l'utilisation. Une partie des frais de gestion est liée aux transactions et peut fluctuer de temps à autre, en fonction de l'activité des clients et du niveau des transactions réalisées par la société au cours de l'exercice.

Les produits d'intérêts et revenus locatifs nets de Gestion de parcs de véhicules ont totalisé 329,1 millions de dollars en 2017, un recul de 2,7 %, ou 1,0 %, en devises constantes, par rapport à l'exercice précédent. Le recul reflétait principalement une augmentation des charges d'intérêts imputable à la hausse des taux de référence en 2017, contrebalancée en partie par l'amélioration des taux de la facilité de crédit de premier rang de la société et de la plateforme Chesapeake Funding II en 2017. La hausse correspondante des produits d'intérêts et revenus locatifs nets a été contrebalancée en partie par l'augmentation de l'amortissement des coûts d'acquisition de clientèle et de montage, ainsi que par le resserrement des écarts de taux au cours de l'exercice, liés en partie aux enjeux qui ont suivi la migration des TI.

Le tableau qui suit présente le calcul de la marge sur les produits d'intérêts et les revenus locatifs nets (« la MIN ») pour les activités de Gestion de parcs de véhicules, ainsi que les renvois à des indices de référence et à des mesures clés :

	Pour les exercices clos les	
	31 décembre 2017 %	31 décembre 2016 %
(en milliers de dollars pour les valeurs déclarées)		
Produits d'intérêts et revenus locatifs nets	5,37	5,01
Charges d'intérêts	2,71	2,37
MIN ¹	2,66	2,64
Coût de la dette moyenne (charges d'intérêts / dette moyenne) ¹	2,64	2,37
Taux LIBOR à 1 mois moyen	1,12	0,51
Total de la moyenne des actifs productifs ¹	12 349 533 \$	12 867 069 \$
Moyenne de la dette en cours ¹	12 657 767 \$	12 940 884 \$
Nouveaux montages	6 190 592 \$	4 654 314 \$

1) Pour plus de renseignements, se reporter à la rubrique « Description des mesures non conformes aux IFRS ».

La MIN a été de 2,66 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, un niveau comparable à celui de 2,64 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Le coût de la dette moyenne des activités de Gestion de parcs de véhicules a augmenté pour s'établir à 2,64 % au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, en regard de 2,37 % à l'exercice précédent. L'augmentation était conforme à la variation des produits d'intérêts nets au cours de la période. De plus, le taux LIBOR à 1 mois moyen a augmenté pour passer de 0,51 % à l'exercice clos le 31 décembre 2016 à 1,12 % à l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Les charges d'exploitation ajustées de Gestion de parcs de véhicules se sont établies à 479,7 millions de dollars en 2017, par rapport à 464,2 millions de dollars en 2016. En devises constantes, les charges d'exploitation ont progressé de 5,3 % par rapport à la période comparative de l'exercice précédent. La progression était principalement attribuable à l'acquisition de CEI ainsi qu'à la hausse des coûts liés aux employés à l'appui des activités postérieures à la migration des TI. La hausse des coûts liés aux employés a été contrebalancée en partie par le recul des charges générales et administratives découlant de la réduction des coûts de l'entente de services de transition. L'amortissement a été plus élevé qu'à l'exercice précédent, étant donné que les plateformes technologiques et les modules achevés ont commencé à être utilisés.

Le résultat d'exploitation ajusté de Gestion de parcs de véhicules pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 s'est fixé à 397,1 millions de dollars, une baisse de 12,3 millions de dollars, ou 3,0 %, par rapport au montant présenté en 2016. La baisse par rapport à l'exercice précédent découlait surtout de la hausse des charges d'exploitation ajustées, comme il est mentionné précédemment.

Résultats d'exploitation annuels – Gestion d'actifs secondaires

Le tableau suivant présente un sommaire des résultats d'exploitation du secteur d'exploitation Gestion d'actifs secondaires :

	Pour les exercices clos les	
	31 décembre 2017	31 décembre 2016
(en milliers pour les valeurs déclarées, sauf les montants par action)	\$	\$
Produits nets		
Produits tirés des services et autres produits	35 993	40 070
Produits d'intérêts et revenus locatifs nets	39 201	84 629
Produits nets	75 194	124 699
Charges d'exploitation ajustées		
Salaires et avantages du personnel	3 381	1 719
Charges générales et administratives	2 343	6 514
Charges d'exploitation ajustées	5 724	8 233
Résultat d'exploitation ajusté – activités poursuivies	69 470	116 466
Charge d'impôt applicable au résultat d'exploitation ajusté – activités poursuivies	13 637	18 482
Résultat d'exploitation ajusté après impôt – activités poursuivies	55 833	97 984
Résultat d'exploitation ajusté avant impôt par action (de base) – activités poursuivies	0,18	0,30
Résultat d'exploitation ajusté après impôt par action (de base) – activités poursuivies	0,14	0,25

Dans l'ensemble, les produits nets de Gestion d'actifs secondaires se sont établis à 75,2 millions de dollars, un recul de 39,7 % par rapport aux produits nets de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Les produits tirés des services et autres produits de ce secteur étaient principalement liés aux honoraires gagnés sur les divers services fournis aux clients autres que de parcs de véhicules. Les honoraires au titre des divers accords commerciaux ne sont pas récurrents par nature et fluctueront au fil du temps.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, les produits d'intérêts et revenus locatifs nets se sont établis à 39,2 millions de dollars, en baisse de 56,1 % par rapport à 84,6 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. La baisse par rapport à l'exercice précédent était conforme aux attentes de la société et liée à la liquidation en cours du portefeuille de financement d'équipement en Nouvelle-Zélande ainsi qu'à la structure de la coentreprise avec 19th Capital et à la vente de certains actifs secondaires au cours de l'exercice 2017.

Le tableau qui suit présente le calcul de la MIN, ainsi que les renvois à des indices de référence et à des mesures clés :

	Pour les exercices clos les	
	31 décembre 2017 %	31 décembre 2016 %
(en milliers de dollars pour les valeurs déclarées)		
Produits d'intérêts et revenus locatifs nets	7,24	10,20
Charges d'intérêts	3,77	3,37
MIN ¹	3,47	6,83
Coût de la dette moyenne (charges d'intérêts / dette moyenne) ¹	4,02	4,07
Total de la moyenne des actifs productifs ^{1, 2}	1 129 413 \$	1 239 301 \$
Moyenne de la dette en cours ¹	1 058 335 \$	1 026 234 \$
Nouveaux montages	296 841 \$	476 389 \$

1) Pour plus de renseignements, se reporter à la rubrique « Description des mesures non conformes aux IFRS ».

2) Avant le deuxième trimestre de 2017, le total de la moyenne des actifs productifs était calculé au moyen des soldes mensuels moyens; les chiffres des périodes comparatives n'ont pas été ajustés, étant donné qu'il a été déterminé que l'incidence sur les chiffres des périodes antérieures n'était pas importante.

La MIN a été de 3,47 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, une baisse par rapport à la MIN de 6,83 % comptabilisée pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. La baisse par rapport à la période comparative de 2016 était conforme et attribuable aux facteurs susmentionnés.

Le coût de la dette moyenne a diminué pour passer de 4,07 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 à 4,02 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. La diminution en regard de la période comparative de 2016 était principalement liée aux modifications apportées à la composition des actifs de Gestion d'actifs secondaires qui ont eu une incidence l'affectation des charges d'intérêts de la facilité de crédit de premier rang et des débentures convertibles non garanties.

Les charges d'exploitation ajustées ont été de 5,7 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, par rapport à 8,2 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. Les charges d'exploitation ajustées de l'exercice 2017 découlaient de l'affectation par la société des charges correspondant à environ 50 points de base annualisés des actifs productifs moyens. Les charges d'exploitation ajustées étaient essentiellement liées aux activités d'un portefeuille de camions de classe 8; ces actifs ont servi d'apport à la coentreprise 19th Capital pour l'exercice clos le 30 décembre 2016.

Le résultat d'exploitation ajusté des activités poursuivies pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 s'est élevé à 55,8 millions de dollars, soit une baisse de 47,0 millions de dollars, ou 40,4 %, par rapport au montant présenté à l'exercice précédent. La baisse découlait surtout de la diminution des produits nets contrebalancée par un recul des charges d'exploitation ajustées, comme il est mentionné précédemment.

Principales informations financières consolidées et principaux ratios financiers consolidés du trimestre

Le tableau ci-après présente les principales mesures financières qui illustrent les résultats d'exploitation, ainsi que les montants par action, pour les activités poursuivies et l'apport des activités détachées :

(en milliers de dollars pour les valeurs déclarées, sauf les ratios et les montants par action)	Aux et pour les trimestres clos les		
	31 décembre 2017 \$	30 septembre 2017 \$	31 décembre 2016 \$
Produits nets tirés des activités poursuivies ¹	229 814	236 258	233 546
Résultat net des activités poursuivies	(1 463)	67 175	4 014
Résultat net	(1 463)	67 175	175 368
Total des actifs	17 569 633	17 626 721	18 420 664
Total de la dette	13 183 791	13 217 877	13 839 223
Résultat par action des activités poursuivies			
De base	(0,03)	0,15	(0,01)
Dilué	(0,03)	0,15	(0,01)
Résultat par action			
De base	(0,03)	0,15	0,43
Dilué	(0,03)	0,15	0,43
Dividendes déclarés par action			
Actions ordinaires	0,07500	0,07500	0,02500
Actions privilégiées, série A	0,41250	0,41250	0,41250
Actions privilégiées, série C	0,40625	0,40625	0,40625
Actions privilégiées, série E	0,40000	0,40000	0,40000
Actions privilégiées, série G	0,40625	0,40625	0,40625
Actions privilégiées, série I	0,35938	0,58288	—

1) Les chiffres de la période comparative de 2016 ont été retraités pour tenir compte du reclassement des charges internes liées à la prestation de services des produits tirés des services et autres produits dans les charges d'exploitation (salaires et avantages du personnel et charges générales et administratives).

Résultats trimestriels consolidés des activités poursuivies

Le tableau suivant présente un sommaire des résultats consolidés des activités poursuivies de la société :

	Pour les trimestres clos les		
	31 décembre 2017 \$	30 septembre 2017 \$	31 décembre 2016 \$
(en milliers de dollars pour les valeurs déclarées, sauf les montants par action)			
Produits nets			
Produits tirés des services et autres produits, montant net ^{1, 2}	141 568	141 060	140 229
Produits d'intérêts et revenus locatifs nets ³	185 515	191 423	184 006
	327 083	332 483	324 235
Charges d'intérêts	97 269	96 225	90 689
Produits nets	229 814	236 258	233 546
Charges d'exploitation			
Salaires et avantages du personnel	83 829	80 838	72 152
Charges générales et administratives	38 734	35 130	39 673
Amortissement	4 575	3 854	1 779
Charges d'exploitation ajustées⁴	127 138	119 822	113 604
Amortissement de l'escompte des débetures convertibles	3 368	3 313	3 155
Rémunération fondée sur des actions	4 505	5 800	2 850
Total des charges d'exploitation	135 011	128 935	119 609
Coûts d'acquisition d'entreprises			
Amortissement des immobilisations incorporelles provenant d'acquisitions	12 254	13 975	15 730
Coûts de transaction, d'examen stratégique et d'intégration	13 581	1 059	68 592
Coûts de scission	—	—	45 936
Total des coûts d'acquisition d'entreprises	25 835	15 034	130 258
Quote-part de la perte sur placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence et provision ⁶	60 781	9 082	—
Résultat avant impôt sur le résultat	8 187	83 207	(16 321)
Charge (recouvrement) d'impôt	9 650	16 032	(20 335)
Résultat net des activités poursuivies de la période	(1 463)	67 175	4 014
Résultat par action (de base) – activités poursuivies	(0,03)	0,15	(0,01)
Résultat par action (dilué) – activités poursuivies	(0,03)	0,15	(0,01)
Résultats d'exploitation ajustés⁴			
Produits nets¹	229 814	236 258	233 546
Charges d'exploitation ajustées^{1, 4}	127 138	119 822	113 604
Résultat d'exploitation ajusté – activités poursuivies⁴	102 676	116 436	119 942
Charge d'impôt applicable au résultat d'exploitation ajusté – activités poursuivies	20 625	24 725	20 028
Résultat d'exploitation ajusté après impôt – activités poursuivies^{3, 4}	82 051	91 711	99 914
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (de base)	380 155	384 939	386 930
Résultat d'exploitation ajusté avant impôt par action (de base)			
– activités poursuivies ⁴	0,24	0,27	0,29
Résultat d'exploitation ajusté après impôt par action (de base)			
– activités poursuivies ⁴	0,19	0,21	0,24

1) Les chiffres des périodes comparatives ont été reclassés pour tenir compte du reclassement des charges internes liées à la prestation de services des produits tirés des services et autres produits aux charges d'exploitation (salaires et avantages du personnel et charges générales et administratives).

2) Les produits tirés des services et autres produits, montant net, sont présentés déduction faite des coûts directs liés aux contrats de service à taux fixe.

3) Les produits d'intérêts et revenus locatifs nets correspondent aux produits d'intérêts, diminués de la provision pour pertes sur créances, et aux revenus locatifs tirés de l'équipement loué aux termes de contrats de location simple, moins les amortissements de l'équipement loué aux termes de contrats de location simple.

4) Pour plus de renseignements, se reporter à la section « Description des mesures non conformes aux IFRS ».

5) Pour le rapprochement du résultat net selon les IFRS et du résultat d'exploitation ajusté après impôt, se reporter à la page 49.

6) Pour le trimestre clos le 31 décembre 2017, la quote-part de la perte découlant des résultats présentés de la coentreprise 19th Capital s'établissait à 60,9 millions de dollars et comprenait les pertes d'exploitation de 14,1 millions de dollars et les pertes de 42,2 millions de dollars sur certains actifs comptabilisés dans les résultats de la coentreprise. De plus, au cours du quatrième trimestre de 2017, la société a augmenté de 4,6 millions de dollars la provision à l'égard des actifs de la coentreprise.

Les produits nets se sont établis à 229,8 millions de dollars pour le trimestre considéré, soit une baisse de 1,6 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent et une baisse de 2,7 % par rapport au trimestre précédent. Sur une base séquentielle, les produits tirés des services et autres produits ont augmenté de 0,4 %, tandis que les produits d'intérêts et revenus locatifs nets ont diminué de 3,1 %. Par rapport au quatrième trimestre de 2016, les produits tirés des services et autres produits ont progressé de 1,0 %, alors que les produits d'intérêts et revenus locatifs nets ont augmenté de 0,8 %. Les variations des différents éléments des produits sont expliquées ci-dessous selon qu'ils ont trait au secteur Gestion de parcs de véhicules ou au secteur Gestion d'actifs secondaires.

Les charges d'exploitation ajustées ont augmenté de 6,1 % et 11,9 %, respectivement, par rapport au troisième trimestre de 2017 et au quatrième trimestre de 2016. Les variations des charges d'exploitation ajustées seront également décrites dans les rubriques qui suivent.

La rémunération fondée sur des actions s'est chiffrée à 4,5 millions de dollars pour le quatrième trimestre de 2017, en hausse de 55,2 % par rapport au quatrième trimestre de 2016 et en baisse de 22,4 % sur une base séquentielle. La hausse par rapport au trimestre correspondant de 2016 s'explique essentiellement par le calendrier des nouvelles attributions. La baisse par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable aux variations de la juste valeur des tranches non couvertes des passifs au titre des UAR.

L'amortissement de l'escompte des débentures convertibles a représenté la désactualisation de l'escompte des débentures convertibles par suite de la séparation des débentures convertibles en une composante dette et une composante capitaux propres.

Les coûts de transaction, d'examen stratégique et d'intégration se sont chiffrés à 13,6 millions de dollars pour le quatrième trimestre de 2017, comparativement à 68,6 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 et à 1,1 million de dollars au troisième trimestre de 2017. Au cours du trimestre considéré, la société a poursuivi l'intégration de CEI Group Inc., entreprise acquise le 30 décembre 2016. Selon les estimations de la direction, les coûts d'intégration totaliseront entre 6,0 et 8,0 millions de dollars et continueront d'être engagés pendant les deux premiers trimestres de 2018. Conformément à ce qui a déjà été mentionné, Element a engagé des charges de 11,9 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 dans le cadre de l'examen stratégique qui s'est déroulé principalement au cours de cette période et qui a pris fin au début du premier trimestre de 2018. Les coûts de transaction, d'intégration et de scission engagés au troisième trimestre de 2017 étaient liés aux activités d'intégration initiales de CEI, tandis que ceux du quatrième trimestre de 2016 ont découlé de l'intensification des activités d'intégration vers la fin de l'exercice précédent.

Les coûts de scission au quatrième trimestre de 2016 étaient liés à la séparation d'ECN Capital d'Element le 3 octobre 2016.

L'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre des acquisitions d'entreprises a été de 12,3 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017, en baisse par rapport à 15,7 millions de dollars et 14,0 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 et au troisième trimestre de 2017, respectivement.

La quote-part de la perte sur placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence et la provision en lien avec les placements du secteur Gestion d'actifs secondaires dans la coentreprise 19th Capital Group LLC et dans Splend Holdings PTY Limited s'est chiffrée à 60,8 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017, par rapport à 9,1 millions de dollars au troisième trimestre de 2017. La quote-part du résultat de Splend s'est établie à 0,1 million de dollars au quatrième trimestre de 2017 et a été négligeable au troisième trimestre de 2017, alors que la quote-part de la perte et la provision liée à 19th Capital s'est chiffrée à 60,8 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 et à 9,1 millions de dollars au troisième trimestre de 2017. La quote-part des pertes d'exploitation de la coentreprise a été de 14,1 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017, en hausse par rapport à 9,1 millions de dollars au troisième trimestre de 2017. Cette hausse reflète la diminution des produits, liée à la mise en œuvre par la coentreprise d'un plan

stratégique visant à accélérer la conversion des véhicules détenus par des propriétaires exploitants en véhicules appartenant à la société, et des ajustements ponctuels pour amortissement accéléré dont la quote-part de la société s'élève à environ 4,0 millions de dollars. Hormis les pertes d'exploitation, notre quote-part des pertes sur certains actifs de la coentreprise a été de 42,2 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017, comparativement à 5,6 millions de dollars au troisième trimestre de 2017, dont une tranche de 24,4 millions de dollars a été appliquée au solde de la réserve établie au deuxième trimestre de 2017. De plus, au quatrième trimestre de 2017, la société a comptabilisé une provision pour dépréciation de 29,0 millions de dollars.

La provision pour dépréciation de 29,0 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 a été comptabilisée sur la base de l'estimation d'Element de la valeur boursière actuelle de 19th Capital, réalisée d'après les prévisions de flux de trésorerie de la direction de 19th Capital et le modèle d'évaluation généré en interne avec l'aide de conseillers externes. Bien que cette évaluation reflète des estimations à un moment précis, le modèle de prévision prévoit d'importantes augmentations des produits et du BAIIA. Conformément à ce qui a déjà été mentionné, 19th Capital a une nouvelle équipe de direction qui met en œuvre un plan visant à améliorer les activités sous-jacentes en augmentant l'utilisation, en diminuant les coûts d'entretien, en améliorant le recouvrement et en haussant le nombre de véhicules dans les parcs de véhicules de la société. Selon les premières indications, ce plan commence à donner des résultats positifs.

La provision pour dépréciation ne tient pas compte de la provision pour pertes sur créances, le cas échéant, attribuable à la transition à l'IFRS 9, qui est en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. Selon l'IFRS 9, le modèle de pertes subies existant utilisé pour évaluer la provision pour pertes sur créances sera remplacé par un modèle fondé sur les pertes attendues. Par conséquent, en raison du changement de modèle d'évaluation, la société prévoit comptabiliser une provision pour pertes sur créances au titre des prêts offerts à 19th Capital qui pourrait être importante et sera comptabilisée à titre d'ajustement aux résultats non distribués d'ouverture au 1^{er} janvier 2018. Toute modification ultérieure de la provision pour pertes sur créances selon ce modèle des pertes attendues sera comptabilisée en résultat net.

Résultats d'exploitation trimestriels – Gestion de parcs de véhicules

Le tableau suivant présente un sommaire des résultats d'exploitation du secteur Gestion de parcs de véhicules; plus précisément, ce tableau exclut les actifs et les résultats que la société a jugé secondaires (se reporter à la rubrique « Secteurs d'exploitation »).

	Pour les trimestres clos les		
	31 décembre 2017 \$	30 septembre 2017 \$	31 décembre 2016 \$
(en milliers de dollars pour les valeurs déclarées, sauf les montants par action)			
Produits nets			
Produits tirés des services et autres produits	140 970	134 902	122 983
Produits d'intérêts et revenus locatifs nets	80 342	84 164	74 779
Produits nets	221 312	219 066	197 762
Charges d'exploitation ajustées			
Salaires et avantages du personnel	83 078	79 980	71 425
Charges générales et administratives	38 234	34 558	37 679
Amortissement	4 575	3 854	1 779
Charges d'exploitation ajustées	125 887	118 392	110 883
Résultat d'exploitation ajusté – activités poursuivies	95 425	100 674	86 879
Charge d'impôt applicable au résultat d'exploitation ajusté – activités poursuivies	16 068	21 141	18 244
Résultat d'exploitation ajusté après impôt – activités poursuivies	79 357	79 533	68 635
Moins : Dividendes cumulatifs sur les actions privilégiées	11 068	11 068	8 912
Résultat d'exploitation ajusté après impôt des activités poursuivies attribuable aux actionnaires ordinaires	68 289	68 465	59 723
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (de base)	380 155	384 939	386 930
Résultat d'exploitation ajusté avant impôt par action (de base) – activités poursuivies	0,22	0,23	0,20
Résultat d'exploitation ajusté après impôt par action (de base) – activités poursuivies	0,18	0,18	0,15

Les produits tirés des services et autres produits se sont établis à 141,0 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017, en hausse de 14,6 % et 4,5 % par rapport au quatrième trimestre de 2016 et au troisième trimestre de 2017, respectivement. En devises constantes, les produits tirés des services et autres produits ont augmenté de 19,5 % et 3,7 % comparativement aux produits présentés pour le quatrième trimestre de 2016 et le troisième trimestre de 2017, respectivement. Les hausses par rapport au quatrième trimestre de 2016 et au troisième trimestre de 2017 sont principalement le fait de l'augmentation des honoraires des services de marketing de relance, attribuable au volume plus élevé, ainsi que de la progression des produits tirés de la production de notes de frais relatives aux véhicules.

Pour le quatrième trimestre de 2017, les produits d'intérêts et revenus locatifs nets ont été de 80,3 millions de dollars, en hausse de 7,4 % par rapport à 74,8 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 et en baisse de 4,5 % par rapport à 84,2 millions de dollars au troisième trimestre de 2017. En devises constantes, les produits d'intérêts et revenus locatifs nets ont augmenté de 11,9 % et baissé de 5,1 % comparativement au quatrième trimestre de 2016 et au troisième trimestre de 2017, respectivement. L'augmentation par rapport au quatrième trimestre de 2016 découle des rendements plus élevés du portefeuille qui ont été contrebalancés par une hausse des charges d'intérêts, ces deux éléments étant attribuables à la hausse des taux d'intérêt. La baisse par rapport au troisième trimestre de 2017 est surtout liée à l'incidence favorable qu'avait eue la hausse de la location intérimaire sur les résultats de cette période, alors que la société s'affairait à rattraper le retard accumulé en lien avec les activités postérieures à la migration des TI.

Le tableau qui suit présente le calcul de la MIN pour les activités de Gestion de parcs de véhicules, ainsi que les renvois à des indices de référence et à des mesures clés :

	Pour les trimestres clos les		
	31 décembre 2017 %	30 septembre 2017 %	31 décembre 2016 %
(en milliers de dollars pour les valeurs déclarées)			
Produits d'intérêts et revenus locatifs nets	5,43	5,60	4,82
Charges d'intérêts	2,82	2,83	2,50
MIN ¹	2,61	2,77	2,32
Coût de la dette moyenne (charges d'intérêts / dette moyenne) ¹	2,82	2,74	2,50
Taux LIBOR à 1 mois moyen	1,29	1,23	0,64
Total de la moyenne des actifs productifs ^{1, 2}	12 331 040 \$	12 130 819 \$	12 938 134 \$
Total des actifs productifs à la fin de la période ¹	12 228 937 \$	12 110 284 \$	12 894 383 \$
Moyenne de la dette en cours ¹	12 345 890 \$	12 518 163 \$	12 963 160 \$
Nouveaux montages	1 461 257 \$	1 441 839 \$	1 433 196 \$

1) Pour plus de renseignements, se reporter à la section « Description des mesures non conformes aux IFRS ».

2) Avant le deuxième trimestre de 2017, le total de la moyenne des actifs productifs était calculé au moyen des soldes mensuels moyens; les chiffres des périodes comparatives n'ont pas été ajustés, étant donné qu'il a été déterminé que l'incidence sur les chiffres des périodes antérieures n'était pas importante.

La MIN a été de 2,6 % pour le trimestre clos le 31 décembre 2017, en hausse par rapport à 2,3 % au quatrième trimestre de 2016 et en baisse par rapport à 2,8 % au troisième trimestre de 2017. Les variations sont attribuables aux facteurs décrits précédemment. En outre, un pourcentage plus élevé de la dette a été attribué au secteur des activités principales, conformément à la méthode de répartition conçue et mise en œuvre au cours du deuxième trimestre de 2017.

Le coût de la dette moyenne a augmenté pour s'établir à 2,8 % au cours du trimestre considéré, comparativement à 2,5 % au quatrième trimestre de 2016 et à 2,7 % au trimestre précédent. La hausse du pourcentage est en partie liée à l'augmentation de la tranche des débentures convertibles attribuée à ce secteur pour le trimestre considéré ainsi qu'à l'augmentation générale du taux de référence des titres sous-jacents.

Les charges d'exploitation ajustées se sont établies à 125,9 millions de dollars pour le quatrième trimestre de 2017, en hausse de 15,0 millions de dollars, ou 13,5 %, par rapport au quatrième trimestre de 2016, et de 7,5 millions de dollars, ou 6,3 %, sur une base séquentielle. En devises constantes, les charges d'exploitation ont augmenté de 17,9 % comparativement au quatrième trimestre de 2016 et de 5,4 % par rapport au troisième trimestre de 2017. L'augmentation par rapport au quatrième trimestre de 2016 reflète l'incidence de l'acquisition de CEI à la fin de 2016 et la prise en compte des charges connexes pour le trimestre considéré. L'augmentation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent reflète également l'accroissement de nos effectifs afin de réduire au minimum pour nos clients l'incidence des activités postérieures à la migration des TI. L'augmentation par rapport au troisième trimestre de 2017 s'explique par la hausse des salaires, laquelle est liée à l'ajustement de la rémunération au rendement en fonction des résultats réels, et dans une moindre mesure, par la hausse des heures supplémentaires rémunérées en lien avec la gestion des activités postérieures à la migration des TI, conformément à ce qui a déjà été mentionné. De plus, au troisième trimestre de 2017, les charges générales et administratives avaient bénéficié d'un renversement de charge non récurrent en Australie-Nouvelle-Zélande.

Le résultat d'exploitation ajusté du secteur Gestion de parcs de véhicules s'est chiffré à 95,4 millions de dollars pour le quatrième trimestre de 2017, en hausse de 8,5 millions de dollars, ou 9,8 %, par rapport au quatrième trimestre de 2016, et en baisse de 5,2 millions de dollars, ou 5,2 %, par rapport au trimestre précédent. En devises constantes, le résultat d'exploitation ajusté a augmenté de 14,9 % comparativement au quatrième trimestre de 2016 et diminué de 5,6 % par rapport au troisième trimestre de 2017.

L'augmentation par rapport au quatrième trimestre de 2016 découle principalement de la hausse des produits nets, contrebalancée en partie par les charges d'exploitation ajustées plus élevées, comme il est mentionné précédemment. La baisse par rapport au troisième trimestre de 2017 est essentiellement liée à la hausse des charges d'exploitation ajustées, conformément à ce qui a déjà été mentionné.

Résultats d'exploitation trimestriels – Gestion d'actifs secondaires

Le tableau suivant présente un sommaire des résultats d'exploitation du secteur Gestion d'actifs secondaires :

	Pour les trimestres clos les		
	31 décembre 2017 \$	30 septembre 2017 \$	31 décembre 2016 \$
(en milliers de dollars pour les valeurs déclarées, sauf les montants par action)			
Produits nets			
Produits tirés des services et autres produits	598	6 158	17 246
Produits d'intérêts et revenus locatifs nets	7 904	11 034	18 538
Produits nets	8 502	17 192	35 784
Charges d'exploitation ajustées			
Salaires et avantages du personnel	751	858	727
Charges générales et administratives	500	572	1 994
Charges d'exploitation ajustées	1 251	1 430	2 721
Résultat d'exploitation ajusté – activités poursuivies	7 251	15 762	33 063
Charge d'impôt applicable au résultat d'exploitation ajusté – activités poursuivies	4 557	3 584	1 784
Résultat d'exploitation ajusté après impôt – activités poursuivies	2 694	12 178	31 279
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (de base)	380 155	384 939	386 930
Résultat d'exploitation ajusté avant impôt par action (de base) – activités poursuivies	0,02	0,04	0,09
Résultat d'exploitation ajusté après impôt par action (de base) – activités poursuivies	0,01	0,03	0,08

Dans l'ensemble, les produits nets de Gestion d'actifs secondaires se sont établis à 8,5 millions de dollars, en baisse de 76,2 % par rapport au quatrième trimestre de 2016 et de 50,5 % sur une base séquentielle.

Les produits tirés des services et autres produits de ce secteur étaient principalement liés aux honoraires gagnés sur les divers services fournis aux clients autres que de parcs de véhicules. En raison de la nature des différentes ententes commerciales, ces honoraires sont appelés à fluctuer au fil du temps.

Pour le quatrième trimestre de 2017, les produits d'intérêts et revenus locatifs nets se sont chiffrés à 7,9 millions de dollars, en baisse de 57,4 % par rapport au quatrième trimestre de 2016 et de 28,4 % par rapport au troisième trimestre de 2017. La baisse par rapport au quatrième trimestre de 2016 était prévue. Elle est liée au fait que le portefeuille du financement d'équipement de la Nouvelle-Zélande, acquis dans le cadre de la transaction relative au parc de véhicules de GE, est en voie de liquidation. La baisse est aussi attribuable à la structure de la coentreprise avec 19th Capital et à la vente de certains actifs secondaires. La diminution par rapport au troisième trimestre de 2017 découle essentiellement de la vente de certains actifs secondaires au cours du trimestre précédent et du déclin des produits associé à la liquidation du portefeuille du financement d'équipement de la Nouvelle-Zélande, comme il a été mentionné précédemment.

Le tableau qui suit présente le calcul de la MIN, ainsi que les renvois à des indices de référence et à des mesures clés :

	Pour les trimestres clos les		
	31 décembre 2017 %	30 septembre 2017 %	31 décembre 2016 %
(en milliers de dollars pour les valeurs déclarées)			
Produits d'intérêts et revenus locatifs nets	7,31	7,53	10,10
Charges d'intérêts	4,15	3,67	3,46
MIN ¹	3,16	3,86	6,64
Coût de la dette moyenne (charges d'intérêts / dette moyenne) ¹	4,31	3,90	4,16
Total de la moyenne des actifs productifs ^{1, 2}	1 000 934 \$	1 143 472 \$	1 118 254 \$
Total des actifs productifs à la fin de la période ¹	974 251 \$	995 078 \$	1 070 676 \$
Moyenne de la dette en cours ¹	962 537 \$	1 076 425 \$	931 468 \$
Nouveaux montages	— \$	— \$	218 827 \$

1) Pour plus de renseignements, se reporter à la section « Description des mesures non conformes aux IFRS ».

2) Avant le deuxième trimestre de 2017, le total de la moyenne des actifs productifs était calculé au moyen des soldes mensuels moyens; les chiffres des périodes comparatives n'ont pas été ajustés, étant donné qu'il a été déterminé que l'incidence sur les chiffres des périodes antérieures n'était pas importante.

La MIN a été de 3,2 % pour le trimestre clos le 31 décembre 2017, en baisse par rapport à 6,6 % et 3,9 % au quatrième trimestre de 2016 et au troisième trimestre de 2017, respectivement. La baisse par rapport au quatrième trimestre de 2016 et au troisième trimestre de 2017 est attribuable aux facteurs décrits précédemment.

Le coût de la dette moyenne a augmenté et atteint 4,3 % pour le trimestre clos le 31 décembre 2017, comparativement à 4,2 % au quatrième trimestre de 2016 et à 3,9 % au trimestre précédent. La variation par rapport au quatrième trimestre de 2016 et au troisième trimestre de 2017 s'explique principalement par les modifications apportées à la composition de l'actif du secteur Gestion d'actifs secondaires qui a eu une incidence sur la répartition des charges d'intérêts de la facilité de crédit de premier rang et des débentures convertibles non garanties.

Les charges d'exploitation ajustées se sont situées à 1,3 million de dollars pour le quatrième trimestre de 2017, par rapport à 2,7 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2016 et à 1,4 million de dollars pour le trimestre précédent. Les charges d'exploitation ajustées découlaient de la répartition par la société de charges correspondant à environ 50 points de base des actifs productifs moyens sur une base annualisée.

Le résultat d'exploitation ajusté des activités poursuivies pour le quatrième trimestre de 2017 s'est établi à 7,3 millions de dollars, en baisse de 25,8 millions de dollars, ou 78,1 %, par rapport au quatrième trimestre de 2016 et de 8,5 millions de dollars, ou 54,0 %, par rapport au trimestre précédent. Les baisses par rapport aux deux périodes sont surtout liées aux diminutions dans le portefeuille d'actifs secondaires.

Situation financière consolidée

Le tableau qui suit présente un sommaire de la situation financière consolidée aux dates indiquées :

(en milliers de dollars pour les valeurs déclarées)	31 décembre 2017 \$	30 septembre 2017 \$	31 décembre 2016 \$
Actifs			
Actifs de financement du secteur Gestion de parcs de véhicules			
Créances de financement	11 904 630	12 002 525	12 555 776
Équipement loué aux termes de contrats de location simple	1 599 423	1 524 674	1 421 637
Actifs de financement du secteur Gestion de parcs de véhicules	13 504 053	13 527 199	13 977 413
Créances de financement du secteur Gestion d'actifs secondaires	863 503	883 148	898 235
Total des actifs de financement	14 367 556	14 410 347	14 875 648
Autres actifs productifs du secteur Gestion d'actifs secondaires	122 285	122 346	170 889
Participation dans une coentreprise du secteur Gestion d'actifs secondaires	10 000	69 045	135 846
Autres actifs			
Gestion de parcs de véhicules	980 184	985 964	1 065 844
Gestion d'actifs secondaires	60 956	24 330	9 374
Total des autres actifs	1 041 140	1 010 294	1 075 218
Goodwill et immobilisations incorporelles	2 028 652	2 014 689	2 163 063
Total des actifs	17 569 633	17 626 721	18 420 664
Passifs			
Dette du secteur Gestion de parcs de véhicules			
Emprunts garantis	11 720 852	11 722 895	12 378 221
Débentures convertibles	510 272	535 544	456 126
Total de la dette du secteur Gestion de parcs de véhicules	12 231 124	12 258 439	12 834 347
Dette du secteur Gestion d'actifs secondaires			
Emprunts garantis	587 021	624 239	605 314
Débentures convertibles	365 645	335 198	399 562
Total de la dette du secteur Gestion d'actifs secondaires	952 666	959 437	1 004 876
Total de la dette	13 183 790	13 217 876	13 839 223
Autres passifs	645 760	622 652	600 087
Total des passifs	13 829 550	13 840 528	14 439 310
Capitaux propres	3 740 083	3 786 193	3 981 354
Total des passifs et des capitaux propres	17 569 633	17 626 721	18 420 664

Le total des actifs et des passifs des activités poursuivies a diminué respectivement de 4,6 % et 4,2 %, par rapport au 31 décembre 2016, principalement en raison de la dépréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien. La société était également exposée à d'autres monnaies qui se sont essentiellement dépréciées par rapport au dollar canadien pendant la période. L'incidence nette de ces fluctuations de change se reflète dans les autres éléments du résultat global et ultimement dans les capitaux propres.

Détails sur le portefeuille d'actifs de financement du secteur Gestion de parcs de véhicules

Créances de financement

Le tableau suivant présente une analyse des créances de financement du secteur Gestion de parcs de véhicules de la société aux dates indiquées :

	31 décembre 2017 \$	30 septembre 2017 \$	31 décembre 2016 \$
(en milliers de dollars pour les valeurs déclarées, sauf les ratios)			
Investissement net dans les créances de financement	10 629 514	10 585 610	11 472 746
Créances dépréciées – à la valeur de réalisation nette	3 949	4 762	2 507
	10 633 463	10 590 372	11 475 253
Coûts de montage et subventions non amortis	(105 022)	(107 293)	(129 521)
Créances de financement nettes	10 528 441	10 483 079	11 345 732
Paiements effectués d'avance au titre de la location et dépôts de garantie	(67 526)	(102 454)	(27 568)
Crédit-relais	587 217	751 343	483 079
Créances associées aux services de gestion de parcs de véhicules	660 227	694 097	623 848
Divers	200 575	182 294	136 766
	11 908 934	12 008 358	12 561 857
Provision pour pertes sur créances	4 304	5 833	6 081
Total des créances de financement des activités poursuivies	11 904 630	12 002 525	12 555 776
Ratios			
Provision pour pertes sur créances en pourcentage des créances de financement	0,04 %	0,05 %	0,05 %

Les créances de financement du secteur Gestion de parcs de véhicules au 31 décembre 2017 avaient diminué de 5,2 % par rapport au 31 décembre 2016, principalement en raison de la dépréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien, comme il a été mentionné précédemment. La baisse de 0,8 % comparativement au 30 septembre 2017 est surtout liée au caractère saisonnier des activités et aux activités de syndication visant à gérer l'exposition au risque de crédit.

Provision pour pertes sur créances

La direction maintient une provision pour pertes sur créances au titre de la dépréciation d'actifs individuels ou de groupes d'actifs. La dépréciation d'actifs individuels est évaluée en examinant les créances qui sont contractuellement en souffrance ainsi que la situation financière d'un emprunteur, par exemple s'il est en faillite ou si la société a entrepris des procédures juridiques ou parallèles visant la reprise d'actifs auprès du débiteur. Les créances qui sont en souffrance depuis plus de 120 jours sont automatiquement considérées comme ayant subi une perte de valeur et sont entièrement provisionnées, déduction faite de tout recouvrement prévu, et sont présentées à leur valeur nette de réalisation. Les créances qui sont contractuellement en souffrance depuis moins de 120 jours sont provisionnées selon des hypothèses pondérées en fonction des probabilités conformes aux normes du secteur et à l'expérience de la société relativement au risque de défaut d'un emprunteur sur une créance visée. Le montant de la provision pour pertes sur créances correspond à la différence entre les valeurs comptables des actifs aux états de la situation financière consolidés et la valeur actualisée des flux de trésorerie estimatifs futurs rattachés aux créances de financement, actualisées au taux d'intérêt effectif initial de la créance de financement.

Conformément à sa politique, la société évalue le risque de crédit lié aux défauts de clients spécifiques en effectuant des évaluations détaillées de la valeur des sûretés sous-jacentes, de la situation financière du client et de sa capacité à régler sa dette, tant à la création du prêt que sur toute la durée de celui-ci.

La provision pour pertes sur créances de la société s'établissait à 4,3 millions de dollars au 31 décembre 2017, en baisse de 1,8 million de dollars, ou 29,2 %, par rapport à la provision de 6,1 millions de dollars comptabilisée au 31 décembre 2016 et de 1,53 million de dollars, ou 26,2 %, par rapport au trimestre précédent. La provision pour pertes sur créances exprimée en pourcentage des créances de financement au 31 décembre 2017 était de 0,04 %, en légère baisse par rapport à 0,05 % au 31 décembre 2016 et à 0,05 % au 30 septembre 2017.

Se reporter aux rubriques « Répartition géographique du portefeuille – Gestion de parcs de véhicules », « Répartition du portefeuille de catégorie d'actifs – Gestion de parcs de véhicules » et « Créances en souffrance – Gestion de parcs de véhicules » du présent rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements.

Créances en souffrance – Gestion de parcs de véhicules

Les créances de financement nettes contractuellement en souffrance du secteur Gestion de parcs de véhicules pour chaque période d'information financière se présentent comme suit :

	31 décembre 2017		30 septembre 2017		31 décembre 2016	
(en milliers de dollars pour les valeurs déclarées)	\$	%	\$	%	\$	%
Non échues	10 518 221	99,90	10 473 702	99,91	11 341 052	99,96
31 à 60 jours	2 277	0,02	3 272	0,03	1 664	0,01
61 à 90 jours	3 825	0,04	982	0,01	149	—
91 à 120 jours	169	—	361	—	360	—
Créances dépréciées	3 949	0,04	4 762	0,05	2 507	0,03
Total	10 528 441	100,00	10 483 079	100,00	11 345 732	100,00

Les pertes sur créances et les provisions du secteur Gestion de parcs de véhicules, aux dates indiquées et pour chacune des périodes closes à ces dates, s'établissent comme suit :

	Exercice clos le 31 décembre 2017	Exercice clos le 31 décembre 2016
(en milliers de dollars pour les valeurs déclarées, sauf les ratios)	\$	\$
Provision pour pertes sur créances au début de la période	6 081	13 397
Recouvrement de pertes sur créances	(921)	(3 834)
Sorties, nettes des recouvrements	(611)	(2 654)
Incidence des taux de change	(245)	(828)
Provision pour pertes sur créances à la fin de la période	4 304	6 081
Provision pour pertes sur créances en pourcentage des créances de financement	0,04 %	0,05 %

La provision pour pertes sur créances du secteur Gestion de parcs de véhicules, de 4,3 millions de dollars au 31 décembre 2017, représentait 0,04 % des créances de financement en cours, ce qui est similaire au pourcentage déclaré au 31 décembre 2016 de 0,05 %. Les sorties, nettes des recouvrements au cours de l'exercice 2016, tenaient compte de la réalisation des montants pour lesquels une provision précise avait été établie dans le cadre de l'acquisition de GE; exception faite de ces montants, le recouvrement net aurait été de 0,3 million de dollars. Dans l'ensemble, la provision était conforme aux attentes de la direction en matière de pertes provenant des activités et de la composition des actifs, y compris l'ajout des créances de financement provenant de l'acquisition de GE.

Équipement loué aux termes de contrats de location simple – Gestion de parcs de véhicules

Le tableau suivant présente l'équipement loué aux termes de contrats de location simple du secteur Gestion de parcs de véhicules de la société pour les activités poursuivies :

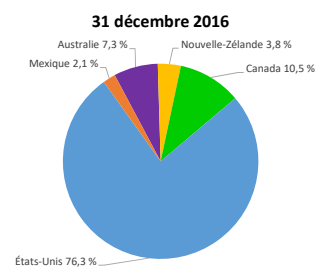
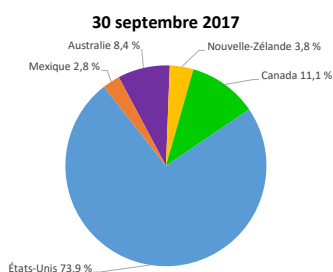
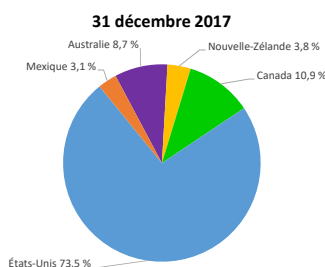
	31 décembre 2017 \$	30 septembre 2017 \$	31 décembre 2016 \$
(en milliers de dollars pour les valeurs déclarées)			
Équipement loué aux termes de contrats de location simple, montant net			
Parcs de véhicules	1 599 423	1 524 674	1 421 637
	1 599 423	1 524 674	1 421 637

Répartition du portefeuille du secteur Gestion de parcs de véhicules

Répartition géographique du portefeuille – Gestion de parcs de véhicules

Le tableau suivant présente la répartition géographique du portefeuille de créances de financement nettes et d'équipement loué aux termes de contrats de location simple du secteur Gestion de parcs de véhicules de la société aux dates indiquées :

	31 décembre 2017		30 septembre 2017		31 décembre 2016	
(en milliers de dollars pour les valeurs déclarées)	\$	%	\$	%	\$	%
États-Unis	8 913 991	73,5	8 875 382	73,9	9 736 272	76,3
Canada	1 319 230	10,9	1 329 230	11,1	1 344 546	10,5
Australie	1 050 041	8,7	1 003 301	8,4	931 482	7,3
Nouvelle-Zélande	466 546	3,8	456 850	3,8	483 818	3,8
Mexique	378 058	3,1	342 990	2,8	271 252	2,1
Total	12 127 866	100,0	12 007 753	100,0	12 767 370	100,0
Réparties à titre de :						
Créances de financement nettes	10 528 443	86,8	10 483 079	87,3	11 345 733	88,9
Équipement loué aux termes de contrats de location simple, montant net	1 599 423	13,2	1 524 674	12,7	1 421 637	11,1
Total	12 127 866	100,0	12 007 753	100,0	12 767 370	100,0

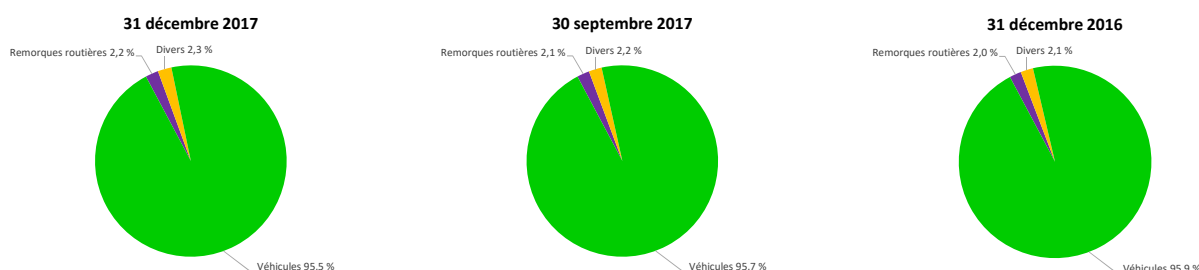


Ainsi qu'il est indiqué dans le tableau et les diagrammes ci-dessus, les États-Unis représentent environ 74 % du portefeuille de créances de financement nettes et d'équipement loué aux termes de contrats de location simple du secteur Gestion de parcs de véhicules de la société.

Répartition du portefeuille de catégorie d'actifs – Gestion de parcs de véhicules

La répartition, par catégorie d'actifs, des créances de financement nettes et de l'équipement loué aux termes de contrats de location simple du secteur Gestion de parcs de véhicules se présentait comme suit :

	31 décembre 2017		30 septembre 2017		31 décembre 2016	
(en milliers de dollars pour les valeurs déclarées)	\$	%	\$	%	\$	%
Véhicules	11 586 471	95,5	11 489 429	95,7	12 246 927	95,9
Tracteurs routiers et remorques routières	266 248	2,2	249 134	2,1	257 082	2,0
Divers	275 147	2,3	269 190	2,2	263 361	2,1
	12 127 866	100,0	12 007 753	100,0	12 767 370	100,0



Détails sur le portefeuille d'actifs de financement du secteur Gestion d'actifs secondaires
Créances de financement du secteur Gestion d'actifs secondaires

Le tableau suivant présente une analyse des créances de financement du secteur Gestion d'actifs secondaires aux dates indiquées :

	31 décembre 2017	30 septembre 2017	31 décembre 2016
(en milliers de dollars pour les valeurs déclarées)	\$	\$	\$
Investissement net dans les créances de financement	851 966	872 732	899 787
Créances dépréciées – à la valeur de réalisation nette	4 716	4 344	656
	856 682	877 076	900 443
Coûts de montage et subventions non amortis	—	14	(308)
Créances de financement nettes	856 682	877 090	900 135
Paiements effectués d'avance au titre de la location et dépôts de garantie	3 126	2 549	—
Divers	3 695	3 508	(1 900)
Total des créances de financement des activités poursuivies	863 503	883 148	898 235

Le total des créances de financement du secteur Gestion d'actifs secondaires a diminué de 3,9 % par rapport au 31 décembre 2016 et de 2,2 % par rapport au 30 septembre 2017. La baisse par rapport à la fin de l'exercice précédent s'explique essentiellement par la dépréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien, comme il a été mentionné précédemment. La baisse par rapport au trimestre précédent est attribuable à la liquidation des portefeuilles du secteur Gestion d'actifs secondaires, conformément à ce qui a déjà été mentionné.

Se reporter aux rubriques « Répartition géographique du portefeuille – Gestion d'actifs secondaires », « Répartition du portefeuille de catégorie d'actifs – Gestion d'actifs secondaires » et « Créances en souffrance et pertes – Gestion d'actifs secondaires » du présent rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements.

Créances en souffrance – Gestion d'actifs secondaires

Les créances de financement nettes contractuellement en souffrance pour chaque période d'information financière se présentent comme suit :

(en milliers de dollars pour les valeurs déclarées)	31 décembre 2017		30 septembre 2017		31 décembre 2016	
	\$	%	\$	%	\$	%
Non échues	846 726	98,84	863 406	98,44	898 985	99,87
31 à 60 jours	1 722	0,20	6 220	0,71	393	0,04
61 à 90 jours	2 093	0,24	1 299	0,15	101	0,01
91 à 120 jours	1 425	0,17	1 821	0,21	—	—
Créances dépréciées	4 716	0,55	4 344	0,49	656	0,08
Total	856 682	100,00	877 090	100,00	900 135	100,00

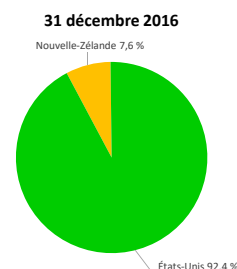
Les créances en souffrance ont augmenté par rapport au 31 décembre 2016, un portefeuille acquis au premier trimestre de 2017 ayant en partie contribué à cette augmentation. La société maintient une retenue/un compte de liquidité ou d'escompte à l'acquisition financé par le vendeur pour couvrir les pertes dans ce portefeuille.

Répartition du portefeuille du secteur Gestion d'actifs secondaires

Répartition géographique du portefeuille – Gestion d'actifs secondaires

Le tableau suivant présente la répartition géographique du portefeuille de créances de financement nettes du secteur Gestion d'actifs secondaires de la société aux dates indiquées :

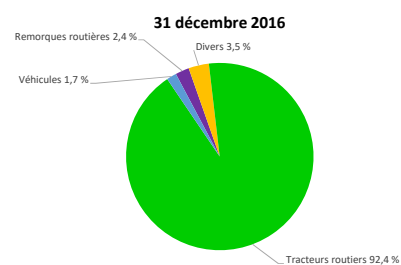
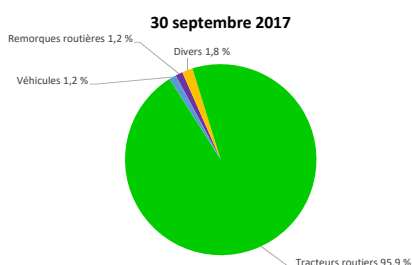
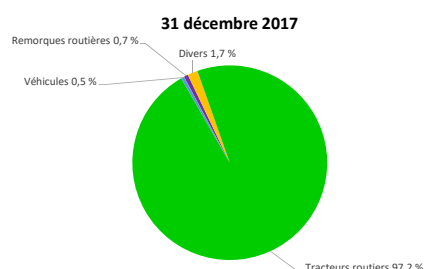
(en milliers de dollars pour les valeurs déclarées)	31 décembre 2017		30 septembre 2017		31 décembre 2016	
	\$	%	\$	%	\$	%
États-Unis	835 343	97,5	844 207	96,3	831 693	92,4
Nouvelle-Zélande	21 337	2,5	32 883	3,7	68 441	7,6
Total	856 680	100,0	877 090	100,0	900 134	100,0



Répartition du portefeuille de catégorie d'actifs – Gestion d'actifs secondaires

La répartition, par catégorie d'actifs, des créances de financement nettes et de l'équipement loué aux termes de contrats de location simple se présentait comme suit :

(en milliers de dollars pour les valeurs déclarées)	31 décembre 2017		30 septembre 2017		31 décembre 2016	
	\$	%	\$	%	\$	%
Véhicules	4 592	0,5	10 340	1,2	15 205	1,7
Tracteurs routiers	832 380	97,2	840 874	95,9	831 693	92,4
Remorques routières	5 569	0,7	10 382	1,2	21 749	2,4
Divers	14 139	1,7	15 494	1,7	31 487	3,5
	856 680	100,1	877 090	100,0	900 134	100,0



Liquidités et sources de financement

Une mesure de liquidité importante pour la société est sa capacité à maintenir des sources de financement diversifiées pour soutenir ses activités. Les sources premières de liquidité de la société sont i) les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, ii) les facilités d'emprunts garantis, et iii) les capitaux propres. La trésorerie est surtout utilisée par la société pour financer les créances de financement et le fonds de roulement. La société gère ses sources de financement en utilisant le levier financier disponible en vertu de ses facilités renouvelables et de financement à terme et, lorsque des capitaux additionnels sont requis, la société a accès à des capitaux par voie d'émission de débentures convertibles et d'actions ordinaires ou privilégiées.

La direction est d'avis que les liquidités disponibles pour la société de 4 673,9 millions de dollars au 31 décembre 2017, en plus des flux de trésorerie générés en interne découlant du remboursement des contrats de location et des prêts, suffisent à financer les activités de la société en 2018 et à verser les dividendes à tous les actionnaires privilégiés et ordinaires.

Le 9 mars 2017, le conseil d'administration a approuvé une politique de répartition du capital qui est axée sur le rendement du capital et l'équilibre entre des investissements prudents dans la croissance de l'entreprise, tant en interne qu'au moyen d'acquisitions, la gestion rigoureuse de l'état de la situation financière et des rendements attrayants pour les actionnaires. Aux termes de ce plan, le conseil d'administration a approuvé une augmentation du dividende annuel, qui s'est établi à 0,30 \$ par action ordinaire à compter du premier trimestre de 2017, soit une hausse par rapport à 0,10 \$ par action ordinaire (ou 0,075 \$ par action ordinaire par trimestre, soit une hausse par rapport à 0,025 \$ par action ordinaire par trimestre).

La société examine son levier financier et son ratio de levier financier au titre des actifs corporels en tant qu'indicateurs clés de la solidité des états de la situation financière consolidés. Au 31 décembre 2017, le levier financier de la société était de 3,52:1 et le ratio de levier financier au titre des actifs corporels de la société était de 7,70:1. À moyen terme, la société vise un ratio de levier financier au titre des actifs corporels compris entre 7,0 et 7,5:1.

La structure du capital de la société est calculée comme suit :

		Au
		31 décembre
		2017
(en milliers de dollars, sauf les ratios)		\$
Emprunts garantis		12 307 873
Débiteures convertibles		875 918
Total de la dette	a)	13 183 791
Total des capitaux propres	b)	3 740 083
		16 923 874
Goodwill et immobilisations incorporelles	c)	2 028 652
Ratio de levier financier	a)/b)	3,52
Ratio de levier financier au titre des actifs corporels	a)/[b)-c)]	7,70

Flux de trésorerie et liquidités

Dans l'ensemble, la trésorerie de la société a augmenté, passant de 12,6 millions de dollars au 31 décembre 2016 à 76,6 millions de dollars au 31 décembre 2017.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation des activités poursuivies se sont établis à 60,5 millions de dollars, en baisse de 433,8 millions de dollars par rapport aux flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation provenant des activités poursuivies de 494,3 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. La baisse par rapport à l'exercice précédent s'explique principalement par le calendrier des entrées et sorties de fonds liées aux investissements et remboursements au titre des créances de financement et de l'équipement loué aux termes des contrats de location simple, ce qui est conforme aux variations des créances de financement et de l'équipement loué aux termes des contrats de location simple, exception faite de l'incidence des taux de change au cours des périodes considérées.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement des activités poursuivies se sont chiffrés à 39,7 millions de dollars, en baisse de 311,7 millions de dollars comparativement à 351,4 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. L'affectation plus importante de flux de trésorerie aux activités d'investissement au cours des périodes précédentes était surtout liée à l'investissement dans la trésorerie soumise à restrictions.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, les flux de trésorerie provenant des activités de financement des activités poursuivies ont été de 44,9 millions de dollars, en hausse de 129,2 millions de dollars par rapport aux flux de trésorerie affectés aux activités de financement de 84,3 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. L'augmentation des flux de trésoreries liés aux activités de financement par rapport à l'exercice précédent est liée à l'émission d'actions privilégiées et d'emprunts garantis, ce qui a été contrebalancé par le rachat d'actions ordinaires.

Le tableau qui suit présente un tableau des flux de trésorerie ajustés résumé qui reflète plus fidèlement les principaux flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation selon un modèle qui s'applique davantage à une société de gestion de parcs de véhicules :

	Pour les exercices clos les	
	31 décembre 2017	31 décembre 2016
(en milliers de dollars pour les valeurs déclarées)	\$	\$
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION AJUSTÉES		
Résultat d'exploitation ajusté après impôt	373 539	421 437
Impôt payé au comptant	(40 758)	(44 453)
Éléments hors trésorerie		
Impôt sur le résultat d'exploitation ajusté	93 063	104 463
Amortissement, provisions et autres	55 770	37 704
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ajustées	481 614	519 151
FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT AJUSTÉES		
Remboursement du capital des créances de financement et amortissement de l'équipement loué aux termes de contrats de location simple	5 418 913	6 453 337
Syndications de créances de financement	682 791	518 166
Ajout d'actifs de financement et d'équipement loué aux termes de contrats de location simple	(6 487 433)	(6 563 899)
Divers	(76 788)	(784 804)
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ajustées	(462 517)	(377 200)
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES (AFFECTÉS AUX) ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Émission d'actions à l'exercice d'options sur actions	155 775	3 432
Rachat d'actions	(78 917)	—
Émission d'emprunts garantis, montant net	103 707	(13 398)
Dividendes versés	(135 663)	(74 292)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement	44 902	(84 258)
Variation nette des flux de trésorerie provenant des activités détachées	—	(101 819)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie ajustée au cours de la période	63 999	(44 126)
Trésorerie au début de l'exercice	12 638	56 764
Trésorerie à la fin de l'exercice	76 637	12 638

Dette et obligations contractuelles de règlement

Grâce aux sources de financement disponible d'environ 4,7 milliards de dollars, nous disposons de ressources importantes afin de continuer de financer la croissance projetée. Les créances de financement sont titrisées sur une base régulière de manière à assurer que la société dispose toujours de la trésorerie nécessaire au financement de nouvelles transactions. De plus, la société adhère à une politique stricte d'appariement aussi juste que possible des échéances des actifs de financement détenus et de la dette correspondante pour gérer ses liquidités.

Les sources de financement disponible des activités poursuivies de la société étaient comme suit :

	Aux		
	31 décembre 2017	30 septembre 2017	31 décembre 2016
(en milliers de dollars pour les valeurs déclarées)	\$	\$	\$
Trésorerie	76 637	37 799	12 638
Facilité de premier rang			
Montant de la facilité	4 399 150	4 050 800	4 699 450
Emprunts aux termes de la facilité	3 168 087	3 163 214	2 978 122
	1 231 063	887 586	1 721 328
Emprunts adossés à des créances – Gestion de parcs de véhicules			
Facilités	12 566 226	12 885 467	14 207 887
Emprunts aux termes des facilités disponibles	9 200 002	9 236 805	10 051 059
	3 366 224	3 648 662	4 156 828
Total des sources de financement disponible des activités poursuivies	4 673 924	4 574 047	5 890 794

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, la société a réduit le montant pouvant être prélevé au moyen d'emprunts adossés à des créances du secteur Gestion de parcs de véhicules en fonction de ses besoins en financement à moyen terme, en combinant les programmes aux États-Unis et les nouveaux titres d'emprunt à terme émis en 2017.

La société respectait toutes les conditions de ses facilités de crédit et de ses accords de prêt au cours de la période et au 31 décembre 2017.

Activités détachées – ECN Capital Corp.

Le 3 octobre 2016, Element a conclu la scission en effectuant la cession de ses segments verticaux Financement commercial et financement de fournisseurs, Financement du secteur aéronautique et Financement du secteur ferroviaire (les « activités détachées ») à ECN Capital Corp. (« ECN Capital ») aux termes d'un plan d'arrangement.

Element a présenté et comptabilisé les activités détachées selon l'IFRS 5, *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*, et l'IFRIC 17, *Distributions d'actifs hors trésorerie aux propriétaires*. En vertu de ces normes, un montant de 1 710,5 millions de dollars a été comptabilisé au titre d'une distribution de dividendes. Le montant du dividende a été établi selon la juste valeur des activités détachées, telle qu'elle a été déterminée par des évaluateurs indépendants et approuvée par le conseil d'administration de la société.

Les actifs et les passifs d'ECN Capital ont été établis le 3 octobre 2016, et le profit sur la distribution aux actionnaires de la société se présentait comme suit au 31 décembre 2016 :

Juste valeur des actifs distribués aux actionnaires ordinaires	1 710 473
Moins : valeur comptable des actifs nets distribués	(1 710 473)
Autres éléments du résultat global reclassés dans les comptes de résultat	149 261
Impôt différé sur les actifs non distribués	22 093
Profit sur la distribution d'actifs, avant les coûts de transaction liés à la scission	171 354
Coûts de transaction liés à la scission (nets de l'impôt de 20 375 \$)	(56 311)
Profit net sur la distribution d'actifs	115 043

Le profit net sur la distribution a été inclus dans le résultat net de la société pour l'exercice et le trimestre clos le 31 décembre 2016.

Le tableau qui suit présente les résultats des activités détachées d'Element pour les périodes présentées et à la date de la scission ou avant, qui ont été établis à partir des états financiers consolidés historiques d'Element et présentés sur la base d'états financiers détachés, comme si ECN Capital avait exercé ses activités en tant qu'entité autonome tout au long des périodes.

(en milliers pour les valeurs déclarées, sauf les montants en pourcentage et par action)	Du 1 ^{er} octobre 2016 au 3 octobre 2016 \$	Du 1 ^{er} janvier 2016 au 3 octobre 2016 \$
Produits financiers nets	—	152 279
Résultat avant impôt sur le résultat	—	56 948
Résultat net pour la période	—	51 721
Résultat d'exploitation ajusté ¹	—	101 426
Résultat d'exploitation ajusté après impôt ¹	—	81 605

1) Pour plus de renseignements, se reporter à la section « Description des mesures non conformes aux IFRS ».

Sommaire des informations trimestrielles consolidées

Le tableau suivant présente les principales informations financières pour chacun des huit trimestres les plus récents, le dernier ayant pris fin le 31 décembre 2017. Ces informations ont été préparées de la même manière que celles des états financiers consolidés audités de la société, ajustés pour tenir compte de la distinction entre les activités poursuivies et les activités détachées, et tous les ajustements nécessaires ont été inclus dans les montants présentés ci-dessous pour donner une image fidèle des résultats trimestriels non audités lorsqu'ils sont lus avec les états financiers consolidés audités de la société et les notes complémentaires à ces états.

(en milliers de dollars pour les valeurs déclarées, sauf les montants par action)	T4 2017	T3 2017	T2 2017	T1 2017	T4 2016	T3 2016	T2 2016	T1 2016
Produits nets tirés des activités poursuivies ²	229 814	236 284	247 543	238 412	233 546	245 670	249 345	269 799
Résultat d'exploitation ajusté des activités poursuivies ¹	102 676	116 462	124 425	123 065	119 942	126 581	133 920	145 457
Résultat d'exploitation ajusté des activités détachées ¹	—	—	—	—	—	31 087	32 896	37 443
Total du résultat d'exploitation ajusté ¹	102 676	116 462	124 425	123 065	119 942	157 668	166 816	182 900
Résultat d'exploitation ajusté des activités poursuivies après impôt ¹	82 051	91 737	99 753	100 025	99 914	104 978	105 382	111 163
Résultat d'exploitation ajusté des activités détachées après impôt ¹	—	—	—	—	—	27 444	25 330	28 831
Total du résultat d'exploitation ajusté après impôt ¹	82 051	91 737	99 753	100 025	99 914	132 422	130 712	139 994
Résultat net des activités poursuivies	(1 463)	67 175	37 087	51 845	4 014	35 644	75 900	74 706
Résultat net des activités détachées	—	—	—	—	171 354	1 225	23 933	26 563
Total du résultat net	(1 463)	67 175	37 087	51 845	175 368	36 869	99 833	101 269
Résultat par action des activités poursuivies, de base	(0,03)	0,15	0,07	0,11	(0,01)	0,07	0,17	0,17
Résultat par action des activités détachées, de base	—	—	—	—	0,44	—	0,06	0,07
Total du résultat net par action, de base	(0,03)	0,15	0,07	0,11	0,43	0,07	0,24	0,24
Résultat par action des activités poursuivies, dilué	(0,03)	0,15	0,07	0,11	(0,01)	0,07	0,17	0,17
Résultat par action des activités détachées, dilué	—	—	—	—	0,44	—	0,06	0,07
Total du résultat par action, dilué	(0,03)	0,15	0,07	0,11	0,43	0,07	0,23	0,24
Résultat d'exploitation ajusté par action, de base – activités poursuivies ¹	0,24	0,27	0,29	0,29	0,29	0,30	0,32	0,35
Résultat d'exploitation ajusté après impôt par action, de base – activités poursuivies ¹	0,19	0,21	0,23	0,24	0,24	0,25	0,25	0,26
Résultat d'exploitation ajusté pro forma après impôt par action, dilué – activités poursuivies ¹	0,18	0,20	0,22	0,22	0,22	0,24	0,24	0,26
Total des actifs productifs – activités poursuivies	13 203 188	13 105 362	13 652 770	13 706 744	13 973 475	13 985 366	13 817 529	13 879 718
Prêts et contrats de location montés – activités poursuivies	1 461 257	1 441 839	1 908 496	1 675 841	1 652 023	1 572 615	1 702 789	1 636 472
Provision pour pertes sur créances – activités poursuivies	4 304	5 833	5 995	5 978	6 081	8 388	7 199	11 875
En pourcentage des créances de financement	0,03	0,05	0,04	0,04	0,05	0,06	0,05	0,09
Facilité de crédit renouvelable de premier rang – activités poursuivies	3 168 087	3 163 214	3 758 274	3 494 105	2 978 122	3 002 178	2 834 324	3 109 079
Emprunts garantis – activités poursuivies	9 139 786	9 183 920	9 492 215	9 777 661	10 005 413	9 926 109	9 961 891	9 532 109
Déventures convertibles – activités poursuivies	875 918	870 743	865 647	860 629	855 688	850 822	846 031	841 312

1) Pour plus de renseignements, se reporter à la section « Description des mesures non conformes aux IFRS ».

2) Les chiffres des périodes comparatives ont été reclassés pour tenir compte du reclassement des charges internes liées à la prestation de services des produits tirés des services et autres produits aux charges d'exploitation (salaires et avantages du personnel et charges générales et administratives).

Les principaux facteurs de la fluctuation des résultats trimestriels des activités poursuivies de la société comprenaient le volume des contrats de location et des prêts montés et activés par la société ainsi que le moment de l'acquisition de GE. Les variations des résultats trimestriels des activités détachées comprenaient le moment de l'acquisition i) de portefeuilles de wagons de chemin de fer en décembre 2015 et en mars 2016, ii) les divers nouveaux programmes de financement commercial et de financement de fournisseurs et les relations établies d'une période à l'autre, iii) la liquidation du portefeuille d'actifs d'aviation et iv) le profit comptabilisé à la distribution d'ECN Capital aux actionnaires de la société le 3 octobre 2016.

Autres informations à fournir

Opérations entre parties liées

Les parties liées de la société comprennent les personnes ou les entités suivantes : a) les entreprises associées ou entités qui sont contrôlées ou sous influence notable de la société, b) les principaux dirigeants, dont les administrateurs d'Element et les membres de la direction et les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de la société et c) les entités contrôlées par les principaux dirigeants.

La société a émis des billets à recevoir qui représentent les prêts consentis à certains salariés et administrateurs de la société afin de les aider à financer l'achat d'actions ordinaires de la société. Ces prêts ont été émis aux conditions du marché, portent intérêt à un taux de 3 % et prennent la forme de billets individuels garantis par les actions acquises en vertu des accords de prêt. Le 3 mars 2017, le conseil d'administration a approuvé un plan visant à mettre fin à ce programme de manière prospective. Cette modification n'a pas d'incidence sur les montants à recevoir au 31 décembre 2016.

En plus des opérations entre parties liées susmentionnées, la société a acquis, le 30 décembre 2016, une participation de 49,99 % dans 19th Capital Group LLC, coentreprise intervenant dans la location de tracteurs routiers aux États-Unis. La société a accordé un prêt de 775 898 \$ à la coentreprise à un taux d'intérêt fixe moyen pondéré de 5,60 % (829 108 \$ à un taux d'intérêt de 5,28 % au 31 décembre 2016).

Le 15 août 2017, la société a également acquis une participation de 12,5 % dans Splend Holdings PTY Limited, fournisseur de véhicules pour des services de covoiturage et de livraison sur demande, qui exerce ses activités principalement en Australie. La société a fourni des services de gestion de parcs de véhicules et de financement de véhicules à Splend à des prix comparables à ceux offerts à des clients similaires de la société. Au 31 décembre 2017, la société avait fourni 11 882 \$ en financement de véhicules.

Dérivés et couvertures

De temps à autre, la société conclut des opérations sur dérivés principalement dans le but de couvrir le risque de taux d'intérêt découlant de ses obligations liées à la dette à taux variable. La société conclut des swaps de taux d'intérêt en vertu desquels elle paie un taux d'intérêt fixe et reçoit un taux d'intérêt variable. De même, la société conclut des contrats de taux plafonds en vertu desquels elle reçoit des versements si le taux variable excède le prix d'exercice plafond. Les montants notionnels des instruments dérivés sont rapprochés de l'amortissement prévu de la dette connexe. La société a désigné ces instruments comme étant des couvertures de flux de trésorerie lorsque les critères de la comptabilité de couverture ont été respectés, et les variations de la juste valeur des parties efficaces des instruments de couverture sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global, les règlements d'intérêts sur ces swaps de taux d'intérêt étant appliqués à la charge d'intérêts connexe à la dette dans le compte de résultat.

La société conclut également des contrats de change à terme pour couvrir ses risques de change sur les créances de financement libellées en monnaies étrangères et sur son investissement net dans des filiales étrangères. Les variations de la juste valeur des contrats de change à terme et les règlements des contrats de change à terme sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global et sont transférés au résultat lorsque les profits ou pertes de change sont comptabilisés au titre de la créance de financement couverte connexe ou à la cession de la filiale étrangère correspondante.

En outre, la société utilise des swaps sur rendement total pour couvrir son exposition aux fluctuations du cours de ses actions à l'égard de ses régimes de rémunération fondée sur des actions comptabilisés à titre de passif. La société a établi des relations de couverture de juste valeur et de flux de trésorerie en fonction du régime de rémunération fondée sur des actions.

Au 31 décembre 2017, la société avait des passifs dérivés nets de 1,3 million de dollars sur des soldes notionnels de 10,6 milliards de dollars.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, par suite des variations de la juste valeur, une perte de 15,4 millions de dollars a été comptabilisée en résultat net et une perte de 36,6 millions de dollars a été comptabilisée dans les autres éléments du résultat global au titre des dérivés désignés comme étant des couvertures de flux de trésorerie.

Gestion du risque

Dans le cours normal de ses activités, la société participe à des activités d'exploitation et de financement qui entraînent des risques dans les principaux secteurs suivants :

Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque que la société subisse une perte en raison du défaut d'un client ou d'une contrepartie de s'acquitter de ses obligations contractuelles. La société gère et contrôle le risque de crédit en se dotant de limites quant au risque qu'elle accepte de courir à l'égard de contreparties particulières relativement à des contrats de location-financement ou des prêts. Les limites de contrepartie sont établies à l'aide d'un système de classement des risques internes et externes, lequel attribue une cote de crédit à chaque contrepartie. La société gère aussi le risque de crédit en détenant des biens reçus en garantie à l'égard des contrats de location-financement et des prêts. La société souscrit une police d'assurance sur ces biens pour atténuer davantage le risque de perte. Lorsque la société saisit les biens donnés en garantie aux termes d'un contrat de location-financement ou d'un accord de prêt, le bien est vendu et un profit ou une perte sur cession est comptabilisé.

La société surveille aussi la diversification des prêts qu'elle consent, selon la catégorie d'actifs, l'emplacement géographique et l'importance de la transaction. Compte tenu de l'importance des transactions et des ententes de garantie, aucun client ne représente à lui seul un risque de crédit important pour la société.

La société court un risque de crédit en ce qui concerne la trésorerie et les équivalents de trésorerie, ainsi que les placements à court terme, qu'elle gère en traitant avec les grandes banques à charte canadiennes et avec des banques mondiales, ainsi qu'avec des banques régionales dans les pays où ses filiales étrangères exercent leurs activités, étant donné que nous investissons dans des placements très liquides.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que la société ne génère pas assez de trésorerie et d'équivalents de trésorerie en temps opportun et de façon rentable pour remplir ses obligations financières à mesure

qu'elles viennent à échéance. L'un des buts premiers de la direction est de gérer le risque de liquidité en surveillant constamment les flux de trésorerie réels et projetés afin de s'assurer que la société dispose des liquidités suffisantes pour respecter ses dettes à leur échéance et faire croître ses actifs et ses activités, tant dans le cours normal des activités qu'en situation de crise, sans subir de pertes inacceptables ou porter atteinte à la réputation de la société.

La croissance de notre portefeuille de contrats de location exigera la disponibilité de financement garanti et de marges de financement en vue d'atteindre les objectifs de croissance projetés. La société a pris les mesures en vue de s'assurer que le financement approprié sera en place, au besoin.

La société est d'avis que sa capacité d'accroître ses facilités d'emprunts garantis existantes, son accès à des facilités de financement bancaire à terme et sa capacité d'émettre des titres de capitaux propres seront suffisants pour financer ses dépenses d'exploitation et d'investissement normales au fur et à mesure que la société prendra de l'expansion.

Au 31 décembre 2017, la société disposait de liquidités totalisant 4 673,9 millions de dollars en regard de 5 890,8 millions de dollars au 31 décembre 2016.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est lié au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctue en raison des variations des taux d'intérêt sur le marché. Afin d'atténuer le risque de taux d'intérêt, la société structure ses contrats d'emprunts garantis de façon à maintenir un écart de taux d'intérêt fixe entre l'intérêt payé sur les facilités de financement à terme et les facilités renouvelables, et l'intérêt reçu sur les créances de financement sous-jacentes. Cet écart de taux d'intérêt fixe est réalisé en établissant une correspondance entre les transactions de financement selon la durée et les taux d'intérêt. Dans certains cas, la société conclut des swaps de taux d'intérêt de façon à faire converger le caractère variable des taux d'intérêt.

La société court un risque de taux d'intérêt à court terme à l'égard des créances de financement au cours de la période entre l'établissement du taux contractuel en vertu des contrats de financement avec ses clients et le moment où le taux d'intérêt est fixé dans le cadre de ses facilités de financement. Au cours de ce laps de temps, un mouvement haussier des taux de référence peut avoir un effet défavorable sur la marge de la transaction. Afin de réduire ce risque, la société surveille de près ses coûts d'emprunt afin de s'assurer que ses taux lui procurent des marges appropriées pour se protéger contre les fluctuations imprévues soudaines du taux d'intérêt. Afin de réduire davantage le risque, la société conclut des opérations de titrisation régulièrement dans le cadre de ses contrats d'emprunts garantis afin de s'assurer que ses contrats de financement sont appariés de façon adéquate à ses emprunts garantis, ce qui permet de réduire la période d'entreposage et la probabilité qu'une variation importante des taux obligataires et/ou des taux des billets ait un effet défavorable sur les marges pour ces transactions. La société maintient également des liquidités suffisantes dans l'état de la situation financière pour lui conférer une certaine souplesse dans l'élaboration d'une stratégie de détention ou de titrisation de ces actifs de financement.

Dans la mesure où les créances de financement ne font pas partie d'un programme d'emprunts garantis, la société gère son exposition au risque de taux d'intérêt en concluant des couvertures de taux d'intérêt pour atténuer cette exposition. Au 31 décembre 2017, le pourcentage du portefeuille total de contrats de location et du portefeuille de prêts dont les taux d'intérêt étaient fixes s'établissait respectivement à 46,0 % et 98,8 %.

Après avoir tenu compte de l'écart de taux d'intérêt fixe sur les programmes d'emprunts garantis et de l'exposition aux créances de financement à taux fixe décrites ci-dessus, le risque de taux d'intérêt de la société se limite à la trésorerie et à la trésorerie soumise à restrictions, aux créances de financement à taux variables qui ne sont ni couvertes, ni ne font partie d'un contrat d'emprunt garanti apparié, et aux montants

prélevés sur la facilité de crédit renouvelable de premier rang. En fonction de son exposition au 31 décembre 2017, la société estime qu'une augmentation de 50 points de base ferait diminuer le résultat net avant impôt d'environ 7,4 millions de dollars et qu'une baisse de 50 points de base des taux d'intérêt ferait augmenter le résultat net avant impôt d'environ 8,3 millions de dollars.

Risque de change

Le risque de change s'entend du risque lié à l'exposition aux variations des monnaies étrangères sur les prêts et les investissements nets de la société dans les filiales étrangères, en vertu desquels il existe un risque que le taux de change soit très différent lorsque le prêt ou la créance de financement est réévalué aux fins comptables, arrive à échéance ou lorsque la filiale étrangère est cédée. Pour son portefeuille de prêts, la société atténue ce risque et le gère en concluant des contrats de change à terme visant à diminuer ou à couvrir son exposition au risque de change.

La société couvre actuellement une partie de son investissement net dans les filiales étrangères. Au 31 décembre 2016, la société n'avait pas d'exposition importante non couverte à ce type de risque de change qui aurait pu avoir une incidence sur le résultat net.

La société est également exposée au risque de change associé au résultat net généré par des actifs et des activités libellés en monnaies étrangères. Ce risque correspond à l'incidence des fluctuations du taux de change moyen entre le dollar canadien et la monnaie étrangère correspondante utilisé pour convertir en dollars canadiens le résultat net de la société libellé en monnaie étrangère au cours de chaque période. La société peut atténuer ce type de risque de change et le gérer en concluant des contrats de change à terme visant à diminuer ou à couvrir son exposition au risque de change. Si le résultat net futur avant les coûts d'acquisition d'entreprises et l'impôt est conforme aux résultats générés en 2017, chaque augmentation (diminution) de un cent du taux de change moyen entre le dollar canadien et la monnaie étrangère ferait augmenter/diminuer le résultat net avant les coûts d'acquisition d'entreprises et l'impôt de l'exercice d'environ 6 001 \$ en l'absence d'opérations de couverture.

Contexte concurrentiel

Rien ne garantit que la société sera en mesure de faire face à ses concurrents actuels ou futurs ou que cette concurrence n'aura pas un effet défavorable important sur sa situation financière et ses résultats d'exploitation. Dans l'ensemble, le marché dans lequel la société offre ses services financiers est très concurrentiel et certaines des sociétés évoluant dans ce marché disposent de ressources financières plus importantes que la société.

Acquisitions et investissements potentiels

La société désire acquérir des entreprises qui accroissent ou complètent ses activités actuelles ou investir dans ces dernières. Ces acquisitions ou investissements peuvent comporter des engagements importants à l'égard des ressources financières ou des autres ressources de la société. Rien ne garantit que ces acquisitions ou investissements généreront des résultats additionnels ou d'autres rendements pour la société, ou que les ressources financières ou les autres ressources engagées à l'égard de ces activités ne seront pas perdues. Ces activités pourraient exercer des tensions supplémentaires sur les ressources administratives et opérationnelles de la société et sur sa capacité à gérer la croissance.

Importance du personnel

Les membres du personnel représentent un actif important pour la société. Les forces exercées par le marché et les pressions exercées par la concurrence peuvent porter atteinte à la capacité de la société de recruter et de maintenir en poste des membres du personnel clés compétents. La société réduit ce risque en offrant un programme de rémunération et d'avantages concurrentiels, et en cherchant constamment à ce que les intérêts des membres du personnel correspondent à ceux des actionnaires.

Risques liés au portefeuille de gestion d'actifs secondaires

Les risques de crédit et les risques opérationnels liés au portefeuille de gestion d'actifs secondaires diffèrent des risques liés au portefeuille principal de gestion de parcs de véhicules. Le portefeuille de gestion d'actifs secondaires entraîne des risques dans les principaux secteurs suivants :

Risque de crédit

De manière générale, le risque de crédit du portefeuille de gestion d'actifs secondaires est évalué par des tiers. Même en suivant les processus d'évaluation du risque de crédit reconnus comparables à ceux utilisés pour le portefeuille de gestion de parcs de véhicules, le profil de risque de crédit des emprunteurs sous-jacents n'est pas aussi systématiquement élevé que celui du portefeuille de gestion de parcs de véhicules, et la garantie sous-jacente, consistant surtout de tracteurs routiers et de remorques routières, d'avions et de wagons, est assujettie à des forces exercées par le marché qui peuvent avoir des répercussions sur des recouvrements éventuels. Des provisions sont constituées conformément aux processus d'évaluation du risque de crédit reconnus.

Le portefeuille de gestion d'actifs secondaires comprend également un risque de concentration plus élevé puisque des investissements dans des actifs secondaires sont effectués dans des entités en particulier. Ces entités ayant divers débiteurs, les investissements dans des actifs secondaires donnent lieu à une exposition moins diversifiée que les expositions individuelles habituellement liées au portefeuille de gestion de parcs de véhicules.

Risque opérationnel de contrepartie

Le portefeuille de gestion d'actifs secondaires comprend les partenaires de coentreprises et les fournisseurs de services externalisés qui ne sont pas liés au portefeuille de gestion de parcs de véhicules, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur le contrôle opérationnel de la société. Ce risque est particulièrement important pour le placement dans 19th Capital étant donné que la structure de coentreprise empêche la société de prendre des décisions unilatérales. Étant donné que la coentreprise effectue une restructuration des activités, le risque que les décisions soient retardées ou contestées pourrait avoir une incidence sur les activités futures. Même si la société surveille les mesures prises par ses parties et leur situation financière, les modifications futures pourraient avoir des répercussions sur l'échéancier et les montants des flux de trésorerie du portefeuille de gestion d'actifs secondaires.

Perspectives et conjoncture économique

Le principal objectif de la société est d'assurer une croissance soutenue en élargissant sa clientèle et le taux de pénétration des services auprès des parcs de véhicules de ses clients, d'augmenter et d'améliorer ses offres de services aux parcs de véhicules en innovant continuellement, et de créer de nouvelles occasions d'affaires intéressantes dans le secteur de la gestion de parcs de véhicules tout en maintenant des normes élevées en matière d'octroi de crédit. Grâce à sa direction et à son personnel chevronné, à ses investissements considérables dans la technologie, ainsi qu'à son envergure et à son accès aux capitaux

propres, la société est bien positionnée pour tirer parti des possibilités du marché dans le secteur de la gestion de parcs de véhicules et dans les secteurs du transport et de la mobilité en rapide évolution.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 8 juin 2017, la Bourse de Toronto a approuvé l'avis d'intention de la société de lancer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités (l'« OPRCNA »). L'OPRCNA permet à la société de racheter sur le marché libre (ou comme il est autrement permis), à son gré, au cours de la période commençant le 12 juin 2017 et se terminant le 11 juin 2018 ou à l'issue de l'OPRCNA, jusqu'à concurrence de 38 582 483 actions ordinaires de la société, sous réserve des modalités et restrictions normales de ces offres, selon la première de ces éventualités à survenir. En vertu de cette offre au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, 9 014 600 actions ordinaires ont été rachetées aux fins d'annulation pour une contrepartie de 78,9 millions de dollars à un prix moyen pondéré en fonction du volume de 8,75 \$ l'action ordinaire. Les porteurs d'actions peuvent obtenir sans frais une copie de l'avis d'OPRCNA en communiquant avec la société.

Méthodes et estimations comptables critiques

Le rapport de gestion se rapporte aux états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. Un résumé des principales méthodes comptables de la société est présenté à la note 2 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. Certaines méthodes comptables de la société, comme l'exigent les IFRS, imposent à la direction qu'elle formule des jugements subjectifs et complexes et fasse des estimations à l'égard de questions qui sont intrinsèquement incertaines. La société est d'avis que les méthodes ci-après représentent les estimations comptables les plus critiques qui influent sur ses résultats d'exploitation, et qui auraient l'effet le plus important sur les états financiers si elles étaient modifiées ou appliquées d'une manière différente.

Provision pour pertes sur créances

Le moment auquel il convient de constituer une provision pour pertes sur créances et le montant de la provision nécessaire, compte tenu de la solvabilité de la contrepartie, de la juste valeur des garanties sous-jacentes données, de l'évolution de la conjoncture économique, de la valeur résiduelle prévue des actifs loués et de la connaissance du passé, relèvent du jugement.

La société examine chacun de ses contrats de location et prêts individuellement significatifs à la date de clôture pour évaluer la suffisance de la provision pour pertes sur créances et déterminer si une perte de valeur doit être comptabilisée dans le compte de résultat consolidé. En particulier, la direction doit exercer son jugement quant à l'estimation du montant et de l'échéancier des flux de trésorerie futurs lorsqu'elle établit la provision. Ces estimations sont fondées sur des hypothèses relatives à un certain nombre de facteurs et les résultats réels pourraient différer des résultats prévus, ce qui entraînerait des changements futurs de la provision. Les contrats de location et les prêts qui ont été évalués individuellement et qui n'ont pas subi de perte de valeur, ainsi que tous les contrats de location individuellement non significatifs sont ensuite évalués collectivement, en groupe d'actifs comportant des risques similaires, pour déterminer si une provision doit être établie en raison d'événements générateurs de pertes subies pour lesquels il existe des éléments probants objectifs, mais dont les effets ne sont pas encore perceptibles. L'évaluation collective tient compte de données tirées du portefeuille de prêts, comme les montants des arriérés et l'utilisation du crédit, et de jugements quant à l'incidence des concentrations de risques.

La provision pour pertes sur créances exprimée en pourcentage des créances de financement en cours au 31 décembre 2017 était de 0,03 %.

Actifs d'impôt différé

Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés à l'égard des reports de pertes fiscales inutilisées et des différences temporaires déductibles dans la mesure où il est probable que les pertes et les différences temporaires pourront être déduites des bénéfices imposables futurs. La comptabilisation des montants d'actifs d'impôt différé, compte tenu du calendrier et du montant des bénéfices imposables qui seront vraisemblablement réalisés, de même que de l'incidence des stratégies de planification fiscale, relève du jugement.

Rémunération fondée sur des actions

La charge de rémunération liée aux options sur actions attribuées par la société aux salariés et aux administrateurs en échange de la prestation de services est fondée sur la juste valeur de l'option à la date d'attribution. La juste valeur des options sur actions est établie à l'aide du modèle d'évaluation des options de Black-Scholes, lequel tient compte d'hypothèses et, par conséquent, comporte une incertitude de mesure.

Durée d'utilité et valeur résiduelle de l'équipement loué aux termes de contrats de location simple

L'équipement de la société loué aux termes de contrats de location simple est comptabilisé au coût et amorti à sa valeur résiduelle estimative selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimative. La société établit la durée d'utilité économique selon l'estimation de la direction de la période pendant laquelle l'actif générera des produits. La valeur résiduelle repose sur l'expérience et des facteurs économiques. La direction examinera régulièrement le bien-fondé de la durée d'utilité estimative et de la valeur résiduelle en fonction des changements dans le contexte économique et d'autres facteurs. Des changements apportés à ces estimations entraîneraient une variation de la dotation à l'amortissement future.

Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises exigent que la direction exerce son jugement pour évaluer la juste valeur des actifs acquis, des instruments de capitaux propres émis, et des passifs et passifs éventuels contractés ou repris.

La quasi-totalité des actifs acquis dans le cadre des regroupements d'entreprises de la société sont des créances de financement. La société établit la juste valeur de ces actifs selon les caractéristiques du portefeuille acquis et en posant des jugements semblables à ceux utilisés pour évaluer la provision pour pertes sur créances.

Participation dans une coentreprise

Le coût d'une participation dans une coentreprise exige que la direction exerce son jugement pour évaluer la juste valeur des actifs apportés à la coentreprise par la société.

Évaluation des immobilisations incorporelles – Relations clients

Les relations clients de la société exigent de la direction qu'elle exerce son jugement dans l'évaluation de la juste valeur de cette immobilisation incorporelle acquise dans le cadre d'un regroupement d'entreprises. La direction recourt à des modèles d'évaluation développés en interne qui tiennent compte de divers facteurs et de diverses hypothèses, dont les rentrées de fonds prévues et les taux de croissance et d'actualisation. En outre, la direction doit exercer son jugement pour estimer le taux d'attrition de la clientèle afin de déterminer la période d'amortissement appropriée à appliquer à cette immobilisation incorporelle.

Évaluation du goodwill

Le goodwill fait l'objet d'un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment lorsque des indices laissent croire qu'une dépréciation a eu lieu, en comparant sa valeur comptable à sa valeur recouvrable. La direction utilise son jugement pour estimer la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie (« UGT ») de la société et a recours à des modèles d'évaluation développés en interne qui tiennent compte de divers facteurs et de diverses hypothèses, dont les rentrées de fonds prévues, et les taux de croissance et d'actualisation. Le recours à diverses hypothèses et estimations pourrait influencer la détermination de l'existence de la dépréciation et l'évaluation du goodwill.

Évaluation du dividende au titre de la distribution

La juste valeur du dividende au titre de la distribution exige que la direction exerce son jugement pour évaluer la juste valeur des actifs et des passifs distribués. La société a fait appel à des évaluateurs indépendants pour modéliser et évaluer la juste valeur.

Modifications comptables futures

Toutes les normes comptables en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017 ont été adoptées par la société. Les nouvelles prises de position sur les IFRS ci-après ont été publiées, mais ne sont pas encore entrées en vigueur et peuvent avoir une incidence future sur les états financiers de la société.

L'IFRS 9, *Instruments financiers* (« IFRS 9 »), a été publiée en novembre 2009 et modifiée en octobre 2010, novembre 2013 et juillet 2014, et s'appliquera de manière rétrospective ou sur une base rétrospective modifiée aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. Elle vise à remplacer l'IAS 39. Le projet a été divisé en trois phases : classement et évaluation, dépréciation des actifs financiers et comptabilité de couverture. La méthode de classement et d'évaluation de l'IFRS 9 prévoit que les actifs financiers soient évalués au coût amorti ou à la juste valeur sur la base du modèle économique suivi par les entités pour la gestion des actifs financiers et les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers. Le classement et l'évaluation des passifs financiers sont restés pratiquement les mêmes. La nouvelle norme remplace le modèle de perte subie existant utilisé pour évaluer la provision pour pertes sur créances par un modèle fondé sur les pertes attendues. La norme présente un nouveau modèle de comptabilité de couverture, ainsi que les informations correspondantes sur les activités de gestion de gestion du risque à fournir par les entités appliquant la comptabilité de couverture. Au moment de la transition à l'IFRS 9, la participation de la société dans ECAF I Ltd. par l'intermédiaire d'ECAF I Holdings Ltd. sera classée comme étant évaluée à la juste valeur par le biais du résultat net, de sorte que les intérêts courus comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif pour les investissements au coût amorti seront contrepassés, et la société comptabilisera un ajustement de juste valeur qu'elle est toujours en train d'évaluer. De plus, la société prévoit une augmentation de la provision pour pertes sur créances par suite du passage au modèle des pertes prévues, y compris une provision pour prêts consentis à 19th Capital Group LLC. La société est en voie de finaliser et de peaufiner le modèle. L'incidence de ces deux éléments, qui peut être importante, sera comptabilisée dans le solde d'ouverture des résultats non distribués. La société ne s'attend pas à ce que les changements apportés à la comptabilité de couverture aient une incidence importante.

L'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (« IFRS 15 »), a été publiée en mai 2014 et s'applique de manière rétrospective ou sur une base rétrospective modifiée aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. L'IFRS 15 clarifie les principes de comptabilisation des produits des activités ordinaires, fournit un cadre solide pour comptabiliser les produits des activités ordinaires et les flux de trésorerie découlant de contrats avec les clients et rehausse les exigences de présentation d'informations qualitatives et quantitatives. L'IFRS 15 ne s'applique pas aux contrats de location, aux instruments financiers et aux autres droits et obligations contractuels connexes et aux contrats d'assurance. La direction évalue actuellement l'incidence de l'adoption de l'IFRS 15 et ne prévoit pas qu'elle aura une incidence importante sur les états financiers consolidés de la société.

L'IFRS 16, *Contrats de location* (« IFRS 16 »), remplacera l'IAS 17, *Contrats de location* (« IAS 17 »). L'IFRS 16 reprend en grande partie les exigences comptables de l'IAS 17 à l'égard de la comptabilisation par le bailleur, en ajoutant certaines obligations en matière d'information à fournir. Pour la comptabilisation par le preneur, la nouvelle norme fera en sorte que la quasi-totalité des contrats de location seront comptabilisés de façon similaire aux contrats de location-financement en vertu de l'IAS 17, y compris les contrats de location comptabilisés antérieurement à titre de contrats de location simple. L'IFRS 16 sera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. La direction évalue actuellement l'incidence éventuelle que l'adoption de l'IFRS 16 aura sur les états financiers de la société.

Contrôle interne sur la communication de l'information et sur l'information financière

Le chef de la direction et le chef des finances sont responsables de la conception des contrôles et procédures relatifs à la communication de l'information afin d'assurer que les informations importantes sont comptabilisées, traitées, résumées et présentées à la haute direction, y compris les responsables des attestations et les autres membres du conseil d'administration, en temps opportun, de sorte que les décisions appropriées soient prises à l'égard des informations à fournir au public. En outre, le chef de la direction et le chef des finances sont responsables de concevoir ou de faire concevoir sous leur supervision des contrôles internes à l'égard de l'information financière selon des normes qui fournissent une assurance raisonnable quant à la fiabilité des informations financières et la préparation des états financiers aux fins externes conformément aux IFRS.

Limitations de l'efficacité des contrôles sur la communication de l'information et des contrôles internes à l'égard de l'information financière

Il faut souligner que bien que le chef de la direction et le chef des finances soient d'avis que le système de contrôles internes et les contrôles et procédures de communication de l'information de la société offrent un niveau raisonnable d'assurance que les objectifs des systèmes de contrôle sont atteints, ils ne s'attendent pas à ce que les systèmes de contrôles de la société préviennent toute erreur ou toute fraude. Un système de contrôles, aussi bien conçu ou utilisé soit-il, ne peut offrir qu'une assurance raisonnable, et non absolue, que les objectifs du système de contrôles sont atteints. La conception de tout système de contrôles est aussi fondée en partie sur certaines hypothèses quant à la probabilité d'événements futurs et rien ne peut garantir qu'un système d'une conception donnée réussira à atteindre ses objectifs fixés dans toutes les circonstances possibles.

La société a un processus dans le cadre duquel sont effectués des tests de l'efficacité du fonctionnement des contrôles sur la communication de l'information et des contrôles internes sur l'information financière, et elle a présenté les résultats de ces tests à la haute direction et au conseil d'administration.

Rapprochement des mesures conformes aux IFRS et des mesures non conformes aux IFRS

Le tableau qui suit présente un rapprochement des mesures conformes aux IFRS et des mesures non conformes aux IFRS liées aux activités poursuivies consolidées de la société :

		Aux et pour les trimestres clos les		Aux et pour les exercices clos les	
(en milliers pour les valeurs déclarées)		31 décembre 2017	30 septembre 2017	31 décembre 2016	31 décembre 2016
Mesures du résultat présentées et ajustées					
Activités poursuivies					
Résultat net	A	(1 463)	67 175	4 014	154 644
Ajustements :					
Amortissement de l'escompte des déventures convertibles		3 368	3 313	3 155	13 147
Rémunération fondée sur des actions		4 505	5 800	2 850	19 930
Amortissement des immobilisations incorporelles provenant des acquisitions		12 254	13 975	15 730	55 823
Coûts de transaction, d'intégration et de scission		13 581	1 059	114 528	82 001
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat		9 650	16 032	(20 335)	20 075
Quote-part de la perte de coentreprises		60 781	9 082	—	120 982
Résultat d'exploitation ajusté avant impôt	B	102 676	116 436	119 942	466 602
Charge d'impôt applicable au résultat d'exploitation ajusté	C	20 625	24 725	20 028	93 063
Résultat d'exploitation ajusté après impôt	D=B-C	82 051	91 711	99 914	373 539
Dividendes cumulatifs sur les actions privilégiées au cours de la période	Y	11 068	11 068	8 912	41 301
Résultat d'exploitation ajusté après impôt attribuable aux actionnaires ordinaires	D1= D-Y	70 983	80 643	91 002	332 238
Principaux montants tirés de l'état de la situation financière des activités poursuivies					
Créances de financement avant la provision pour pertes sur créances	E	12 772 437	12 891 506	13 460 092	12 772 437
Provision pour pertes sur créances	F	4 304	5 833	6 081	4 304
Actifs productifs					
Investissement net dans les créances de financement	G	11 481 480	11 458 342	12 372 533	11 481 480
Équipement loué aux termes de contrats de location simple	H	1 599 423	1 524 674	1 421 637	1 599 423
Autres actifs productifs	H1	122 285	122 346	179 305	122 285
	I=G+H + H1	13 203 188	13 105 362	13 973 475	13 203 188
Moyenne des actifs productifs, montant net ²	J	13 331 974	13 274 291	14 056 388	13 478 946
Goodwill et immobilisations incorporelles ¹	K	2 028 652	2 014 689	2 163 063	2 028 652
Moyenne du goodwill et des immobilisations incorporelles	L	2 047 335	2 037 996	2 114 895	2 096 541
Emprunts garantis	M	12 307 873	12 347 134	12 983 535	12 307 873
Déventures convertibles non garanties	N	875 918	870 743	855 688	875 918
Total de la dette	O=M+N	13 183 791	13 217 877	13 839 223	13 183 791
Moyenne de la dette	P	13 308 427	13 594 588	13 894 628	13 716 102
Total des capitaux propres ¹	Q	3 740 083	3 786 193	3 981 354	3 740 083
Actions privilégiées	R	680 412	680 736	533 656	680 412
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	S=Q-R	3 059 671	3 105 457	3 447 698	3 059 671
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ¹	T	3 156 910	3 179 576	3 412 902	3 302 314
Moyenne du total des capitaux propres ¹	U	3 837 322	3 860 168	3 946 558	3 926 282
Moyenne de l'investissement net dans ECN Capital	U1	—	—	—	1 273 325

1) Les résultats des périodes considérées ont été retraités rétrospectivement pour tenir compte de l'évaluation finale de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge à la date d'acquisition des activités de gestion de parcs de véhicules de GE.

2) Avant le deuxième trimestre de 2017, le total de la moyenne des actifs productifs était calculé au moyen des soldes mensuels moyens; les chiffres des périodes comparatives n'ont pas été ajustés, étant donné qu'il a été déterminé que l'incidence sur les chiffres des périodes antérieures n'était pas importante.

Les principaux ratios d'exploitation consolidés annualisés non conformes aux IFRS et conformes aux IFRS et les données par action des activités poursuivies de la société se présentent comme suit :

		Aux et pour les trimestres clos les			Aux et pour les exercices clos les	
(en milliers de dollars pour les valeurs déclarées, sauf les ratios et les montants par action)		31 décembre 2017	30 septembre 2017	31 décembre 2016	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Ratios d'exploitation annualisés clés						
Ratios financiers						
Ratio de levier financier	O/Q	3,52	3,49	3,48	3,52	3,48
Ratio de lever financier au titre des actifs corporels	O/(Q-K)	7,70	7,46	7,61	7,70	7,61
Ratio moyen de levier financier	P/U	3,47	3,52	3,52	3,49	2,72
Ratio moyen de levier financier au titre des actifs corporels	P/(U-L)	7,43	7,46	7,59	7,50	4,63
Autres ratios d'exploitation clés						
Provision pour pertes sur créances en pourcentage des créances de financement	F/E	0,03 %	0,05 %	0,05 %	0,03 %	0,05 %
Résultat d'exploitation ajusté par rapport à la moyenne des actifs productifs	B/J	3,08 %	3,51 %	3,41 %	3,46 %	3,73 %
Résultat d'exploitation ajusté après impôt par rapport à la moyenne du total des capitaux propres corporels d'Element Fleet	D/(U-L-U1)	18,34 %	20,13 %	21,82 %	20,41 %	24,15 %
Données par action						
Nombre d'actions en circulation	V	380 356	380 011	387 117	380 356	387 117
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (de base)	W	380 155	384 939	386 930	385 420	386 525
Nombre moyen dilué pro forma d'actions en circulation	X	438 198	442 222	446 233	443 463	445 828
Dividendes cumulatifs sur les actions privilégiées au cours de la période	Y	11 068 \$	11 068 \$	8 912 \$	41 301 \$	35 648 \$
Autres incidences du résultat d'exploitation ajusté compte tenu de l'effet dilutif	Z	9 059 \$	9 041 \$	8 989 \$	36 129 \$	35 996 \$
Résultat net par action (de base)	(A-Y)/W	(0,03) \$	0,15 \$	(0,01) \$	0,29 \$	0,40 \$
Résultat net par action (dilué)		(0,03) \$	0,15 \$	(0,01) \$	0,29 \$	0,39 \$
Valeur comptable par action	S/V	8,04 \$	8,17 \$	8,91 \$	8,04 \$	8,91 \$
Résultat d'exploitation ajusté avant impôt par action (de base)	(B-Y)/W	0,24 \$	0,27 \$	0,29 \$	1,10 \$	1,27 \$
Résultat d'exploitation ajusté après impôt par action (de base)	(D1)/W	0,19 \$	0,21 \$	0,24 \$	0,86 \$	1,00 \$
Résultat d'exploitation ajusté pro forma après impôt par action (dilué)	(D1+Z)/X	0,18 \$	0,20 \$	0,22 \$	0,83 \$	0,95 \$

Le tableau qui suit présente un rapprochement du résultat d'exploitation ajusté consolidé après impôt par action et du résultat d'exploitation ajusté pro forma après impôt par action (dilué) des activités poursuivies de la société pour le trimestre clos le 31 décembre 2017 :

(en milliers de dollars pour les valeurs déclarées, sauf les montants par action)	Montant \$	Nombre moyen pondéré d'actions en circulation applicable	Montant par action \$
Résultat d'exploitation ajusté avant impôt	102 676		0,27
Moins :			
Impôt sur le résultat lié au résultat d'exploitation ajusté	(20 625)		(0,05)
Dividendes sur actions privilégiées	(11 068)		(0,03)
Résultat d'exploitation ajusté après impôt attribuable aux actionnaires ordinaires	70 983	380 155	0,19
Éléments de dilution :			
Régime d'options sur actions des salariés	—	1 642	—
Débentures convertibles (charge d'intérêts nette après impôt)	9 059	56 401	(0,01)
Résultat d'exploitation ajusté pro forma après impôt (dilué)	80 042	438 198	0,18

Description des mesures non conformes aux IFRS

Nos états financiers consolidés ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), et aux méthodes comptables que nous avons adoptées conformément aux IFRS. Les présents états financiers consolidés reflètent tous les ajustements qui, de l'avis de la direction, sont nécessaires pour présenter une image fidèle de notre situation financière aux 31 décembre 2017 et 2016, des résultats d'exploitation, du résultat global et des flux de trésorerie pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016.

La direction utilise des mesures conformes aux IFRS et des mesures non conformes aux IFRS pour faire le suivi et évaluer la performance opérationnelle des activités de la société. Dans le présent rapport de gestion, la direction emploie les termes et ratios suivants qui n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS et qui sont difficilement comparables aux mesures similaires utilisées par d'autres sociétés :

Charges d'exploitation ajustées

Les charges d'exploitation ajustées correspondent aux salaires et avantages du personnel et aux charges générales et administratives. La direction estime que les charges d'exploitation ajustées sont la mesure la plus appropriée des charges d'exploitation de la société pour la période, car elles excluent l'amortissement de l'escompte et la rémunération fondée sur des actions.

Résultat d'exploitation ajusté ou résultat d'exploitation ajusté avant impôt

Le résultat d'exploitation ajusté reflète le résultat net avant impôt, les coûts d'acquisition d'entreprises, l'amortissement de l'escompte des débentures convertibles, la rémunération fondée sur des actions et la quote-part de la perte de coentreprises. La direction estime que le résultat d'exploitation ajusté est la mesure la plus appropriée de la performance de la société, car il exclut les coûts d'acquisition d'entreprises, l'amortissement de l'escompte, la rémunération fondée sur des actions et la quote-part de la perte de coentreprises qui ne sont pas liés au maintien des activités d'exploitation.

Résultat d'exploitation ajusté par rapport à la moyenne des actifs productifs

Le résultat d'exploitation ajusté par rapport à la moyenne des actifs productifs correspond au résultat d'exploitation ajusté de la période, divisé par la moyenne des actifs productifs en cours pendant la période, présenté sur une base annualisée.

Résultat d'exploitation ajusté après impôt

Le résultat d'exploitation ajusté après impôt correspond au résultat d'exploitation ajusté après l'application du taux d'imposition effectif de la société.

Résultat d'exploitation ajusté après impôt attribuable aux actionnaires ordinaires

Le résultat d'exploitation ajusté après impôt attribuable aux actionnaires ordinaires correspond au résultat d'exploitation ajusté après impôt, moins les dividendes cumulatifs sur les actions privilégiées pour la période.

Résultat d'exploitation ajusté après impôt par action

Le résultat d'exploitation ajusté après impôt par action correspond au résultat d'exploitation ajusté après impôt attribuable aux actionnaires ordinaires pour la période, divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires de base en circulation au cours de la période.

Résultat d'exploitation ajusté après impôt par rapport à la moyenne du total des capitaux propres corporels d'Element Fleet

Le résultat d'exploitation ajusté après impôt par rapport à la moyenne du total des capitaux propres corporels d'Element Fleet correspond au résultat d'exploitation ajusté après impôt de la période divisé par le montant net du total moyen des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires en cours de la période, déduction faite de la moyenne du goodwill et des immobilisations incorporelles et de l'investissement net moyen de la société dans ECN Capital, présenté sur une base annualisée.

Résultat d'exploitation ajusté pro forma après impôt par action (dilué)

Le résultat d'exploitation ajusté pro forma après impôt par action (dilué) correspond au résultat d'exploitation ajusté après impôt par action (dilué) pour la période en fonction de l'hypothèse selon laquelle les droits liés aux options en cours à la fin de la période qui ont un prix d'exercice inférieur à la valeur de clôture du marché à cette date sont entièrement acquis à cette date et ont été entièrement exercés à leur prix d'exercice, et un nombre correspondant d'actions sont rachetées à la valeur de clôture du marché à cette date au moyen du produit au comptant tiré de l'exercice de ces options. Les débentures convertibles sont réputées être converties au début de la période (ou à l'émission si elles sont émises au cours de la période selon une méthode pondérée en fonction du temps) et les autres incidences du résultat d'exploitation ajusté compte tenu de l'effet dilutif sont ajoutées au résultat d'exploitation ajusté, si elles ont un effet dilutif.

Provision pour pertes sur créances en pourcentage des créances de financement

La provision pour pertes sur créances en pourcentage des créances de financement correspond à la provision pour pertes sur créances à la fin de la période, divisée par les créances de financement (compte non tenu de la provision pour pertes sur créances) à la fin de la période.

Coût d'emprunt moyen ou coût de la dette moyenne

Le coût d'emprunt moyen ou le coût de la dette moyenne est égal aux charges d'intérêts divisées par la moyenne de la dette en cours pendant la période, et est présenté sur une base annualisée. Le coût d'emprunt moyen donne une indication du taux d'intérêt moyen que paie la société à l'égard du financement par emprunt.

Taux anticipé sur la moyenne de la dette

Le ratio d'endettement correspond à l'encours moyen de la dette divisé par la moyenne des actifs productifs au cours de la période.

Moyenne de la dette en cours

La moyenne de la dette en cours correspond à la moyenne mensuelle des emprunts en cours en vertu de toutes les facilités d'emprunts garantis et des débentures convertibles de la société pendant la période.

Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

La moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est calculée en fonction de la moyenne mensuelle des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires au cours de la période.

Levier financier moyen ou ratio moyen de levier financier

Le levier financier moyen ou ratio moyen de levier financier correspond à la moyenne de la dette en cours pendant la période, divisée par la moyenne du total des capitaux propres en cours pendant la période. Le levier financier désigne l'utilisation de la dette pour acquérir ou financer des créances de financement additionnelles et donne une indication de la capacité éventuelle future d'accroître le niveau d'endettement comparativement à la norme spécifique du secteur ou aux clauses financières restrictives existantes.

Moyenne de l'investissement net dans ECN Capital

La moyenne de l'investissement net dans ECN Capital correspond à la moyenne des soldes à la fin du trimestre des actifs nets d'ECN Capital au cours de la période.

Moyenne des actifs productifs en cours ou moyenne des actifs productifs

La moyenne des actifs productifs en cours ou la moyenne des actifs productifs correspond à la somme de la moyenne des créances de financement en cours, de la moyenne de l'équipement loué aux termes de contrats de location simple et de la moyenne des autres actifs productifs. La moyenne des créances de financement en cours ou la moyenne des créances de financement correspond à la somme i) du solde moyen de l'investissement net dans les créances de financement (investissement brut moins produits non acquis) en cours pendant la période et ii) de la moyenne de l'investissement dans le fonds géré pendant la période. La moyenne de l'équipement loué aux termes de contrats de location simple correspond à la moyenne mensuelle de l'équipement loué aux termes de contrats de location simple en cours pendant la période, nette des amortissements cumulés. La moyenne des autres actifs productifs correspond à la moyenne mensuelle des autres actifs productifs en cours pendant la période.

Moyenne du goodwill et des immobilisations incorporelles

La moyenne du goodwill et des immobilisations incorporelles correspond à la moyenne mensuelle des soldes du goodwill et des immobilisations incorporelles au cours de la période.

Capitaux propres moyens

Les capitaux propres moyens correspondent à la moyenne mensuelle des soldes des capitaux propres au cours de la période.

Ratio moyen de levier financier au titre des actifs corporels

Le ratio moyen de levier financier au titre des actifs corporels correspond à la somme de la moyenne des emprunts garantis et des débentures convertibles, divisée par le montant net du total des capitaux propres moyens diminué de la moyenne du goodwill et des immobilisations incorporelles pour la période.

Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires correspondent au total des capitaux propres diminué de la valeur nominale du capital des actions privilégiées en circulation.

Actifs productifs ou total des actifs de financement productifs

Les actifs productifs correspondent à la somme de l'investissement total net dans les créances de financement, de la valeur comptable totale de l'équipement loué aux termes de contrats de location simple et de la valeur comptable des autres actifs productifs.

Actifs de financement et total des actifs de financement

Les actifs de financement correspondent à la somme des créances de financement totales et de la valeur comptable totale de l'équipement loué aux termes de contrats de location simple.

Levier financier ou ratio de levier financier

Le levier financier ou ratio de levier financier correspond au total de la dette (la somme des emprunts garantis et des débentures convertibles) en cours à la fin de la période, divisé par le total des capitaux propres en cours à la fin de la période. Le levier financier désigne l'utilisation de la dette pour acquérir ou financer des créances de financement additionnelles et donne une indication de la capacité éventuelle future d'accroître le niveau d'endettement comparativement à la norme spécifique du secteur ou aux clauses financières restrictives existantes.

Produits d'intérêts et revenus locatifs nets

Les produits d'intérêts et revenus locatifs nets correspondent à la somme des produits d'intérêts et des revenus locatifs nets, déduction faite des amortissements, diminuée des charges d'intérêts. Les produits d'intérêts et revenus locatifs nets correspondent aux produits financiers nets tirés des créances de financement, de l'équipement loué aux termes de contrats de location simple et des autres actifs productifs, après avoir tenu compte des coûts de financement et de la provision pour pertes sur créances.

Marge sur les produits d'intérêts et les revenus locatifs nets (la « MIN »)

Le rendement des produits d'intérêts et des revenus locatifs nets par rapport à la moyenne des actifs productifs ou la MIN correspond aux produits et aux revenus locatifs nets, divisés par la moyenne des actifs productifs en cours pour la période, sur une base annualisée.

Ratio des charges d'exploitation

Le ratio des charges d'exploitation correspond au total des charges d'exploitation divisé par la moyenne des actifs productifs en cours pendant la période, présenté sur une base annualisée. La société utilise le ratio des charges d'exploitation pour évaluer l'efficacité de la gestion de son portefeuille de créances de financement et de l'équipement loué aux termes de contrats de location simple.

Autres actifs productifs

Les autres actifs productifs correspondent aux autres actifs productifs qui ne sont pas des créances de financement ou de l'équipement loué aux termes de contrats de location simple.

Autres incidences du résultat d'exploitation ajusté compte tenu de l'effet dilutif

Les autres incidences du résultat d'exploitation ajusté compte tenu de l'effet dilutif représentent, si l'effet est dilutif, l'addition de l'intérêt sur la dette convertible après impôt et de l'amortissement des coûts de financement différés liés aux débetures convertibles, exclusion faite de l'addition de l'amortissement de l'escompte des débetures convertibles après impôt (qui a été inclus selon les IFRS).

Nombre moyen dilué pro forma d'actions en circulation

Le nombre moyen dilué pro forma d'actions en circulation correspond au nombre moyen pondéré d'actions de base en circulation, en fonction de l'hypothèse selon laquelle les droits liés aux options en cours à la fin de la période qui ont un prix d'exercice inférieur à la valeur de clôture du marché à cette date sont entièrement acquis à cette date et ont été entièrement exercés à leur prix d'exercice, et un nombre correspondant d'actions sont rachetées à la valeur de clôture du marché à cette date au moyen du produit au comptant tiré de l'exercice de ces options.

Revenus locatifs nets

Les revenus locatifs nets correspondent aux revenus locatifs tirés de l'équipement loué aux termes de contrats de location simple, moins les amortissements.

Ratio de levier financier au titre des actifs corporels

Le ratio de levier financier au titre des actifs corporels correspond à la somme des emprunts garantis et des débetures convertibles, divisé par le montant net du total des capitaux propres diminué du goodwill et des immobilisations incorporelles à la fin de la période.

Informations récentes sur les actions
--

La société est actuellement autorisée à émettre i) un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale, et ii) un nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en série.

Au 14 mars 2018, la société comptait 380 365 836 actions ordinaires émises et en circulation. En outre, 21 280 805 options étaient émises et en cours en vertu du régime d'options sur actions de la société au 14 mars 2018. De ces titres convertibles ou exerçables pour acquérir des actions ordinaires de la société, 15 712 884 pouvaient être exercés au 31 décembre 2017 pour un produit d'exercice revenant à la société de 161,8 millions de dollars. En outre, la société avait des débentures convertibles prorogeables en circulation qui peuvent être converties en un total de 56 400 530 actions ordinaires.

Au 14 mars 2018, la société avait 4 600 000 actions privilégiées de série A, 5 126 400 actions privilégiées de série C, 5 321 900 actions privilégiées de série E, 6 900 000 actions privilégiées de série G et 6 000 000 actions privilégiées de série I émises et en circulation.

Le présent rapport de gestion est daté de la fermeture des bureaux le 14 mars 2018.